



**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Public Works and Government Services Canada  
Telus Plaza North, 5th floor  
10025 Jasper Avenue  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6  
Bid Fax: (780) 497-3510

**REQUEST FOR PROPOSAL**  
**DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

<b>Title - Sujet</b> CAM-A Sturt Point DEW Line Site	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EW699-132803/A	<b>Date</b> 2013-01-16
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> AANDC	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$NCS-006-9690	
<b>File No. - N° de dossier</b> NCS-2-35381 (006)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-03-04</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Mountain Standard Time MST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> McFadden (NCS), Brad	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> ncs006
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (780) 497-3636 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (780) 497-3842
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA TELUS PLAZA N. 10025 JASPER AVE EDMONTON Alberta T5J1S6 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada  
Northern Contaminated Site Program  
Telus Plaza North, 5th floor  
10025 Jasper Avenue  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**REMISE EN ÉTAT DE STURT POINT (CAM - A), NUNAVUT  
TPSGC - PROJET NUMÉRO : R.040716.006**

**Table des matières**

**Section 1 - Instructions à l'intention des soumissionnaires**

1. Instructions et conditions
2. Exigence
3. Exigences obligatoires
4. Contenu des soumissions
5. Critères d'évaluation ou méthode de sélection

**Section 2 : Contrat subséquent**

Voir Section 2 - Table des matières

**Annexes**

- A. Conditions supplémentaires
- B. Conditions générales
- C. Spécifications
- D. Santé et sécurité
- E. Assurance et certificat d'assurance de l'assureur
- F. Base de paiement
- G. Modalités de paiement
- H. Attestations et documents requis
- I. Critères d'évaluation ou méthode de sélection
- J. Tableau d'évaluation des pénalités et des primes d'encouragement liés à l'emploi d'Inuits

---

## Section 1 - Instructions à l'intention des soumissionnaires

### 1.0 Instructions et conditions

#### 1.1 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

#### 1.2 Critères d'évaluation de l'ARTN (*W0043T, 2011-05-16*).

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la partie 6 du chapitre « Marchés de l'État » de l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN) :

**24.6.1** Chaque fois que cela est faisable et compatible avec une saine gestion des marchés de l'État, et sous réserve des obligations internationales du Canada, l'ensemble des critères énumérés aux alinéas suivants ou tous ceux qui sont appropriés à l'égard d'un marché donné font partie des critères établis par le gouvernement du Canada en vue de l'adjudication des marchés de l'État dans la région du Nunavut :

- a) présence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres établissements dans la région du Nunavut;
- b) dans l'exécution des marchés, embauchage de travailleurs qui sont des Inuits, recours aux services professionnels des Inuits ou de fournisseurs qui sont soit des Inuit, soit des entreprises inuites;
- c) prise d'engagements, dans le cadre du marché, relativement à la formation en cours d'emploi ou au perfectionnement professionnel des Inuits.

#### 1.3 Instructions, clauses et conditions de la demande de soumissions

**1.3.1** Toutes les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions sont identifiées par un numéro, une date et un titre dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*, produit par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

**1.3.2** Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

**1.3.3** Le document 2003 *Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels (2012-11-19)* est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

**1.2.3.1** Le paragraphe 5, *Présentation des soumissions*, de la sous-section 4 du document 2003, *Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels*, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours. Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

**1.3.4** Les soumissions transmises par voie électronique ne seront pas acceptées, en raison de la nature de la présente soumission.

- 1.3.5** Les modifications apportées aux soumissions seront refusées après la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- 1.3.6** En raison des exigences opérationnelles du projet, les demandes de prolongation de la demande de soumissions NE seront PAS prises en compte.
- 1.3.7** L'entrepreneur ne se fera rembourser aucune dépense engagée avant la date d'entrée en vigueur du contrat à moins d'indications contraires explicites dans le contrat.
- 1.3.8** Aux termes de la section 01 des Instructions normalisées 2003 et 2004, les soumissionnaires doivent fournir une liste complète de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. De plus, chacun des individus inscrits sur la liste peut être tenu de remplir un formulaire de consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire, tel que déterminé par la Direction des enquêtes spéciales, Direction générale de la surveillance.

## **2.0 Exigence**

### **2.1 Résumé**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux spécifications qui figurent à l'annexe **C** ainsi qu'aux sections « Soumission technique » et « Soumission de gestion et d'organisation » de la soumission présentée par l'entrepreneur, intitulée (à déterminer), en date de (à déterminer).

CAM-A (Sturt Point) est une ancienne station radar intermédiaire du Réseau avancé de pré-alerte (RAPA) construite en 1957 par les Forces aériennes des États-Unis (USAF) et abandonnée en 1963. La responsabilité du site est assumée par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) depuis 1965. Le site est situé sur la côte sud de l'île de Victoria, sur les hauteurs du golfe Queen Maud, à 68°47' 103°20'

La collectivité la plus proche est Cambridge Bay, à environ 80 kilomètres à l'ouest. CAM-A est également situé à environ 25 kilomètres au sud-est de CAM-A3A, qui a été construit à titre de station-radar courte portée (RCP) lors de la modernisation du Réseau DEW à la fin des années 1980 et au début des années 1990.

La station-radar intermédiaire CAM-A du Réseau DEW comportait certaines installations, soit un train modulaire, un entrepôt, un garage, des installations de stockage de produits pétroliers (PP) et une tour radar. On accède au site par une piste aérienne d'une longueur de 1 200 m située au nord des installations, et à partir de zones de débarquement situées sur la plage au sud de la station. Un lac d'eau douce se trouve à environ 600 m au nord-ouest de la piste aérienne. Des chemins de gravier ont été construits pour relier la piste, la plage et le lac à la station.

Les infrastructures toujours présentes sur le site sont le module d'alimentation du train de construction, une tour de communication Doppler abattue et les fondations du garage, de l'entrepôt et de deux installations d'entreposage et de distribution de produits pétroliers (PP).

## **2.2 Spécifications**

- 2.2.1** Nous vous invitons à présenter une soumission technique, une soumission de gestion et d'organisation, un état des considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement **[l'original et quatre (4) copies]** ainsi qu'une soumission financière (**l'original seulement**) concernant les travaux décrits dans les spécifications énoncées à l'**Annexe C**, ci-jointe, pour Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

## **2.3 Durée du contrat proposé**

- 2.3.1** La période de validité du contrat ira de la date d'adjudication (estimée au mois d'avril 2013) au 31 mars 2015. Les travaux doivent être effectués pendant la période de (estimation) avril 2013 au 31 décembre 2014 et tous les produits à livrer doivent être reçus au plus tard le 31 mars 2015.

## **2.4 Garantie financière contractuelle**

- 2.4.1** L'entrepreneur ne sera pas tenu de fournir de garantie d'exécution; cependant, il y aura une retenue de garantie mensuelle de 10 % conformément à l'article TP-3, « Mode de paiement » figurant à l'**Annexe G** ci-jointe.

### **2.4.2 Définition de la retenue de garantie de 10 %**

La retenue de garantie de dix pour cent (10 %) est un montant que le Canada prélève sur chaque facture mensuelle comme garantie contractuelle. Cette retenue se calcule à partir du montant de la facture avant la taxe sur les produits et services (TPS). La retenue de garantie est remise conformément aux modalités énoncées dans l'article TP-3.

## **2.5 Études et expérience - attestation**

- 2.5.1** En signant la présente demande d'offres à la première page, le soumissionnaire confirme, après vérification, l'exactitude de tous les renseignements contenus dans les curriculum vitae et les documents connexes joints à sa proposition, notamment l'information se rapportant à la scolarité, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque personne qu'il a proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.

## **2.7 Santé et sécurité : CAT et programme de sécurité des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut**

- 2.7.1** Voici ce que le soumissionnaire recommandé doit fournir à l'autorité contractante, avant l'adjudication du contrat.

**2.7.1.1** Le résumé du coût des demandes d'indemnisation de la Commission des accidents du travail (NU);

**2.7.1.2** Une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail et une confirmation écrite de cet organisme que les administrateurs, les cadres supérieurs, les propriétaires ou les partenaires qui se rendront sur les chantiers ou prévoient le faire seront protégés.

- 2.7.1.3** Un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si la loi dans la province ou le territoire n'en exige pas, remplir en lieu et place le formulaire de déclaration prévu à cet effet et le retourner.
- 2.7.2** Le soumissionnaire recommandé doit fournir les documents énoncés ci-dessus à l'autorité contractante à la date fixée par l'autorité contractante ou avant (habituellement dans les 3 à 5 jours suivants l'avis), à défaut de quoi il y aura rupture de promesse, auquel cas l'autorité contractante pourra alors se tourner vers le soumissionnaire suivant sur la liste des soumissionnaires retenus.
- 2.8 Idées présentées par les soumissionnaires pendant la période de la demande de propositions (DP)**
- 2.8.1** Si le soumissionnaire considère que les spécifications ou l'énoncé des travaux (EDT) contenus dans la présente demande de propositions (DP) peuvent être améliorés du point de vue technique ou technologique, il est prié de proposer par écrit des idées à l'autorité contractante indiquée dans la présente. Il doit clairement décrire l'amélioration qu'il propose ainsi que la raison de cette amélioration. Les idées qui ne représentent pas des restrictions pour le niveau de concurrence et celles qui ne favorisent personne en particulier parmi les soumissionnaires seront étudiées à condition d'avoir été acheminées à l'autorité contractante dans les cinq (5) jours civils précédant la date de la clôture de la demande de soumissions indiquée dans la présente. Le Canada se réserve le droit d'accepter ou de refuser toutes les idées soumises ou quelques-unes d'entre elles.
- 2.9 Capacité financière A9033T 2012-07-16**
- 2.9.1 Exigences en matière de capacité financière :** Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante pourra, dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des soumissions. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.
- (a)** Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
- (b)** Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1.a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.

- 
- (c) Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :
- (i) le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);
  - (ii) les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- (d) Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
- (e) Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- (f) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.
- (g) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre du besoin. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.
- 2.9.2** Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.
- 2.9.3** Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à f) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.

**2.9.4 Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC:** Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par la Direction des services des politiques, de la vérification et de l'analyse des coûts du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :

- (a) le soumissionnaire indique par écrit à l'autorité contractante les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
- (b) le soumissionnaire autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin. Il incombe au soumissionnaire de confirmer auprès de l'autorité contractante que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.

**2.9.5 Autres renseignements :** Le Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du soumissionnaire.

**2.9.6 Confidentialité :** Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1)b) et c).

**2.9.7 Sécurité :** Pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire peut lui offrir, aux frais du soumissionnaire (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

## **2.10 Exigences en matière d'assurance**

Le soumissionnaire doit fournir une lettre rédigée par un courtier d'assurances ou encore par une compagnie d'assurances autorisée à avoir des activités commerciales au Canada, dans laquelle il est confirmé que le soumissionnaire, si le contrat qui fait l'objet de la demande de soumissions lui est adjugé, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance énoncées à l'**Annexe E**.

Si ce document n'est pas fourni dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. À défaut de donner suite à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus, sa soumission sera jugée irrecevable.



### 3.0 Exigences obligatoires

Chaque soumission doit satisfaire à toutes les conditions obligatoires de la présente invitation à soumissionner, et dans toutes les présentations de soumission, le soumissionnaire doit indiquer qu'il accepte, sans faire de contre-offre, les modalités de la DDP, la base de paiements ainsi que les plans et les spécifications à la clôture de la demande de soumissions. Les soumissions qui ne respectent pas ces exigences seront considérées comme irrecevables et ne seront pas prises en considération.

Le présent document énonce les exigences obligatoires (conformément aux sections 3.1.1, 3.1.2 et 3.1.3). Afin d'accélérer la procédure d'évaluation des soumissions présentées, les soumissionnaires devraient remettre de pair avec leur soumission les preuves de leur conformité aux exigences obligatoires après le dépôt des soumissions.

### 3.1 Exigences obligatoires

#### 3.1.1 Exigences obligatoires avant la clôture de la demande de soumissions

Les soumissionnaires doivent obligatoirement joindre ce qui suit à leur soumission :

##### 3.1.1.1 Lettre d'une banque ou d'une autre institution financière

Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission la lettre d'une banque ou d'une autre institution financière confirmant que le soumissionnaire concerné dispose d'une marge de crédit dont le montant est égal aux coûts initiaux de l'installation du chantier (année un (1) du calendrier de l'entrepreneur) en vue des travaux d'assainissement de Sturt Point (Nunavut), ou une autre garantie de financement, confirmant la capacité du soumissionnaire à supporter les coûts jusqu'au paiement.

**3.1.1.2** Les soumissionnaires doivent remettre une attestation conformément à la section 1.1.1 - « **Garantie du nombre d'employées inuits** » et à la section 1.1.2 « **Garantie de sous-traitant inuit** » de l'annexe H ci-jointe.

#### 3.1.2 Exigences obligatoires avant l'adjudication du contrat

Voici les renseignements obligatoires que les soumissionnaires doivent respecter avant l'adjudication du contrat, soit dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la date de la demande :

**3.1.2.1** La page couverture signée de la DDP avec votre soumission. En la signant, vous reconnaissez que vous acceptez les modalités de la DDP, la base de paiements, les plans et les spécifications à la date de la clôture de la demande de soumissions sans contre-offre.

**3.1.2.2** Les documents de la coentreprise (s'il y a lieu) aux termes de la section 1.4 de l'annexe H ci-jointe.

**3.1.2.3** Le nom du représentant de l'entrepreneur conformément à la section 1.5 de l'annexe H ci-jointe.

**3.1.2.4** Une preuve de conformité aux exigences de la CAT et liées à la santé et à la sécurité décrites dans la DDP.

**3.1.2.5** Une lettre de votre assureur ou tout autre document confirmant que vous êtes en mesure de vous conformer aux conditions d'assurance énoncées dans les conditions générales.

**3.1.2.6** Le nom et l'adresse de l'installation autorisée de traitement des déchets désignée conformément à la section 1.6 de l'annexe H

## **4.0 Contenu des soumissions**

### **4.1 Généralités**

**4.1.1** Les soumissions doivent être présentées dans le format demandé (soumission technique, soumission de gestion et d'organisation, considération relative aux débouchés pour les Autochtones et soumission financière). Chaque section doit être brève. Il ne faut pas donner de renseignements inutiles. C'est au soumissionnaire de demander au besoin des précisions sur les exigences contenues dans la présente, avant de présenter une soumission.

**4.1.2** Si le soumissionnaire a l'impression que les conditions sont inutilement restrictives à certains égards, il doit le mentionner dans la soumission descriptive. Il faut préciser les écarts par rapport aux exigences et aux modalités énoncées, en expliquant pourquoi ils ont été proposés. L'autorité contractante se réserve le droit d'accepter les soumissions reçues sans négociation au préalable.

**4.1.3** Les soumissions doivent être établies en fonction des spécifications énoncées à l'**Annexe C**, ci-jointe, et elles seront évaluées par rapport aux exigences obligatoires et cotées dans les critères d'évaluation ou la méthode de sélection de l'entrepreneur, qui figure à l'**Annexe I**, ci-jointe. Votre soumission doit se subdiviser en **quatre (4) parties** (voir ci-dessous). Nous vous conseillons de reprendre le même format et de joindre une réponse claire, concise et complète aux critères d'évaluation demandés.

### **4.2 Partie1 : Soumission technique**

Votre soumission technique doit traiter, sans nécessairement s'y limiter, des éléments suivants.

#### **4.2.1 Compréhension du projet**

- Démontrer que le soumissionnaire comprend l'étendue des travaux ainsi que la nature unique du projet au regard des contraintes du travail dans les régions éloignées du Nord, sans nécessairement s'y limiter.

#### **4.2.2 Santé et sécurité**

- Décrire les risques et les dangers propres au site des travaux et fournir des détails sur la façon dont ils devraient être atténués et gérés.

#### **4.2.3 Équipement et installations du campement - équipement et fourniture pour la remise en état des lieux**

- Présenter un inventaire détaillé de l'équipement proposé pour les travaux sur place, notamment des photos de la machinerie lourde, son état ainsi que son âge ou le nombre d'heures d'utilisation.
- Donner des précisions sur la façon dont l'équipement s'adaptera aux contraintes du chantier, décrire la redondance de l'équipement, son entretien sur le chantier, présenter un inventaire des pièces de rechange ainsi que les employés responsables de l'entretien et des réparations.
- Présenter un inventaire détaillé des fournitures nécessaires à l'exécution des travaux pour la remise en état des lieux.
- Donner des précisions sur la gestion des carburants, notamment les types de carburant prévus, les volumes de carburant, leur transport, leur entreposage et leur transfert. Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.

---

#### 4.2.4 Installations du campement et soutien

- Donner des précisions sur les activités du campement ainsi que sur les installations et les services à fournir. Donner une description complète de toutes les installations du campement :
- Capacité du campement. Indiquer le nombre d'employés au campement, les cycles de rotation des équipes et la fréquence des vols de réapprovisionnement.
- Emplacement et aperçu de la disposition de l'empreinte du campement indiquant clairement la position de chaque installation.
- Provenance de l'eau, capacité d'entreposage (au besoin), traitement et vérification de la qualité de l'eau.
- Gestion des eaux usées du campement.
- Gestion des déchets solides.
- Système de communication sur le chantier. Systèmes de communication entre le chantier et les collectivités extérieures.
- Aménagement hivernal du campement si nécessaire
- Programme de contrôle et de sécurité relatif à la faune
- Installations du représentant du ministère au campement
- Description des risques et des mesures d'atténuation associés aux activités et installations du campement.
- Prouver que l'on comprend les exigences réglementaires ordinaires applicables aux installations et aux opérations du campement, et qu'on les respecte.

#### 4.2.5 Installation et désinstallation du campement :

- Décrire précisément la façon dont tout l'équipement, tous les matériaux, toutes les fournitures et tout le personnel auquel on propose de recourir sur le chantier seront transportés jusqu'à l'emplacement de chaque tâche et en seront ramenés.
- Décrire précisément les dispositions qui seront prises pour s'attaquer aux problèmes éventuels liés aux transports par barge (la capacité des entreprises spécialisées dans le transport par barge, les conditions d'accostage, les conditions pour les accostages en douceur, etc.).
- Décrire la façon dont les répercussions sur l'environnement liées aux chargements de barge seront réduites pour la barge d'installation du campement et la barge de démontage du campement.
- Décrire la façon dont la barge accostera, l'endroit et la manière dont la cargaison en allège sera entreposée et répartie.

- Si un convoi de traîneaux est proposé, donner des détails sur l'itinéraire proposé, les stratégies d'atténuations environnementales, et les considérations de sécurité.
- Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que les mesures d'atténuation nécessaires.

#### **4.2.6 Améliorations apportées aux infrastructures**

- Donner une description détaillée des améliorations qui seront apportées aux infrastructures du chantier dans le cadre des travaux de remise en état des lieux et la façon dont ces améliorations se feront. Cette description doit donner une idée approximative de la qualité et du volume des matériaux granulaires qui seront nécessaires.
- Aux endroits où le soumissionnaire juge qu'il sera nécessaire d'aménager des passages à gué, ajoutez des précisions sur la façon dont l'ouvrage devrait être aménagé (pont provisoire, ponceaux, etc.) et indiquez dans quelle mesure l'ouvrage sera conforme aux exigences réglementaires et aux exigences en matière de désinstallation à la fin du contrat.
- Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.

#### **4.2.7 Aménagement des sources d'emprunt**

- Fournir des précisions sur les sources d'emprunt à aménager et les quantités approximatives de matériaux à retirer.
- Fournir des précisions sur la façon dont les sources d'emprunt seront déclassées et remises en état.
- Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.

#### **4.2.8 Démolition des bâtiments**

- Fournir une méthodologie détaillée de la démolition des bâtiments.
- Fournir des précisions sur la façon dont seront enlevées les matières dangereuses dans les bâtiments.
- Décrire les risques ainsi que les mesures d'atténuation associées à la tâche.
- Démontrer qu'on comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent à la tâche et qu'on s'y conforme.
- Démontrer sa compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux associés à la tâche.
- Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.

---

#### 4.2.9 Collecte et tri des déchets

- Préciser dans quelle mesure les déchets dangereux et non dangereux seront recueillis et triés.
- Décrire la façon dont les ressources patrimoniales identifiées sur Sturt Point seront protégées.
- Décrire le secteur de traitement des matériaux, notamment l'emplacement sur le chantier, leurs dimensions et l'aménagement général.
- Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.

#### 4.2.10 Traitement du sol contenant des HCP

- Fournir des précisions sur la méthodologie de traitement du sol, notamment l'emplacement des revêtements (le cas échéant) ainsi que le confinement et le traitement de l'eau de contact.
- Donner des détails sur la façon dont les HCP seront traités pour respecter le calendrier de l'entrepreneur.
- Décrire la façon dont on procédera à l'excavation du sol contaminé par des hydrocarbures pétroliers et comment il sera transporté jusqu'au secteur de traitement indiqué.
- Fournir des précisions sur ce qui se passera dans le sol une fois qu'on aura confirmé qu'il a été remis en état.
- Fournir des détails sur la façon dont les activités de traitement du sol seront démantelées.
- Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.

#### 4.2.11 Excavation, conditionnement, transport et élimination du sol contaminé

- Décrire la façon dont on procédera à l'excavation du sol contaminé.
- Fournir des précisions sur les conteneurs qui serviront au transport du sol contaminé de chacun des chantiers jusqu'à l'installation de stockage de déchets et préciser dans quelle mesure l'entrepreneur se conformera à toutes les lois et à tous les règlements sur l'environnement associés au transport des sols contaminés/dangereux.
- Décrire la façon dont on procédera au transport du sol contaminé (par bateau ou par voie de surface) jusqu'à l'installation de stockage des déchets (au besoin), ce qui comprend l'entreposage provisoire.
- Ajouter une lettre rédigée par le représentant de l'installation de stockage de déchets, confirmant que cette installation détient le permis nécessaire pour accepter le sol contaminé.
- Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.

---

#### 4.2.12 Conditionnement, transport et élimination des déchets dangereux

- Fournir des précisions concernant la façon dont les différentes matières dangereuses seront containerisées.
- Fournir des précisions sur les conteneurs qui serviront à assurer le transport des déchets dangereux à partir de chaque chantier jusqu'à l'installation de stockage de déchets, et la manière dont l'entrepreneur doit se conformer à toutes les lois et à tous les règlements environnementaux qui s'appliquent au transport des matières dangereuses.
- S'il y a des matières dangereuses à gérer sur le chantier (incinération), préciser la façon dont la procédure sera exécutée.
- Décrire la façon dont l'eau de lavage sera traitée afin que ses effluents répondent aux critères qui s'appliquent au débit.
- Décrire la façon dont on procédera au transport des déchets dangereux (par bateau ou par voie de surface) jusqu'à l'installation de stockage des déchets dangereux, ce qui comprend l'entreposage provisoire, au besoin.
- Ajouter une lettre rédigée par le représentant de l'installation de stockage de déchets confirmant que cette installation détient le permis nécessaire pour accepter les déchets dangereux.
- Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.

#### 4.2.13 Conditionnement, transport et élimination des déchets non dangereux

- Donner des précisions sur la façon dont les différents déchets non dangereux seront conteneurisés.
- Donner des précisions sur les conteneurs qui serviront à assurer le transport des déchets non dangereux à partir de chaque chantier jusqu'à l'installation de stockage de déchets et sur la manière dont l'entrepreneur entend se conformer à toutes les lois et à tous les règlements environnementaux qui s'appliquent au transport des matières dangereuses.
- Si les matières doivent être gérées sur place (incinération) donner des détails sur la façon dont ce processus sera réalisé.
- Décrire la façon dont on procédera au transport des déchets non dangereux (par bateau ou par voie de surface) jusqu'à l'installation de stockage de déchets, ce qui comprend l'entreposage provisoire, au besoin.
- Ajouter une lettre rédigée par le représentant de l'installation de stockage de déchets, confirmant que cette installation détient le permis nécessaire pour accepter les déchets non dangereux.
- Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.

**Proposition technique B****Compréhension du projet**

(note de passage minimum de 60 %)

**Calendrier**

- Établir un calendrier qui indique clairement la durée de chacune des principales tâches.
- Subdiviser chaque tâche en un nombre suffisant de sous-tâches de façon à ce que le représentant du ministère puisse suivre facilement l'évolution des travaux.
- Établir le chemin critique des activités dans le chantier et préciser la marge de manœuvre incluse dans la durée des activités indiquées.
- Indiquer clairement la séquence des activités de travail professionnelles.
- Prévoir assez de temps pour effectuer les travaux supplémentaires éventuels selon les heures estimatives prévues en P1 et P2 et les activités prévues dans les documents d'appel d'offres.
- Confirmer par écrit que le calendrier proposé sera respecté et que les délais ainsi que les dépenses d'exploitation connexes à engager pour exécuter les travaux prévus dans le contrat ainsi que les activités supplémentaires éventuelles en plus du calendrier proposé, sont à la charge de l'entrepreneur.

---

## 4.3 Partie 2 : Soumission de gestion et d'organisation

La soumission de gestion et d'organisation doit traiter des éléments suivants, sans nécessairement s'y limiter.

### 4.3.1 Qualifications et expériences de l'entreprise, de la coentreprise ou du consortium

- Décrire les qualifications de la société, de la coentreprise ou du consortium et donner des renseignements généraux permettant d'établir l'expérience au regard des activités d'envergure semblables dans des emplacements situés dans les régions du Nord.

### 4.3.2 Références des clients

- Présenter des preuves de trois (3) projets d'assainissement semblables menés à bien par le soumissionnaire, auxquels ont participé notamment les principaux membres de l'équipe du projet proposé. Le terme « projet semblable », pour les besoins de l'évaluation, désigne un projet réalisé dans un endroit situé dans les régions éloignées du Nord, consistant à réaliser des travaux semblables. Définir clairement l'équipe de projet, le rôle des membres de l'équipe, les objectifs du projet, la portée des services, le budget, la date d'achèvement et les produits à livrer. Le soumissionnaire peut fournir des descriptions de projet pour situer le contexte de la lettre de référence du client, si nécessaire.
- Remettre des lettres de recommandation pour chacun des projets décrits, signées et datées par le client du soumissionnaire et qui traitent au moins des aspects suivants :
  1. La mesure dans laquelle le soumissionnaire a fourni les services à temps
  2. La mesure dans laquelle le soumissionnaire a fourni les services en respectant le budget prévu
  3. La mesure dans laquelle le soumissionnaire a respecté les objectifs du projet. Des points sont attribués au soumissionnaire en fonction du degré de réussite dans chacune des 3 sous-catégories, et non projet par projet.

### 4.3.3 Qualifications des principaux intervenants

- Remettre un curriculum vitae (2 pages au maximum) pour les postes suivants, faisant état de l'expérience acquise dans des projets semblables, de l'expérience de travail dans des emplacements situés dans les régions éloignées du nord ainsi que de l'expérience dans la fonction proposée dans le cadre du projet.

### 4.3.4 Gestionnaire de projet

- Faire état de l'expérience de la gestion de projets de remise en état de lieux, réalisés à une échelle semblable à celle du projet proposé et d'une envergure comparable. L'expérience inclut le contrôle des finances et de l'échéancier et la liaison avec le client.

### 4.3.5 Suppléant du gestionnaire de projet

- Faire état de l'expérience de la gestion de projets de remise en état de lieu, réalisés à une échelle semblable à celle du projet proposé et d'une envergure comparable. L'expérience comprend le contrôle des finances et de l'échéancier, et la liaison avec le client.



#### **4.3.6 Surveillant de chantier**

- Faire état de l'expérience de la gestion du personnel de campements situés dans les régions éloignées. Expérience du surveillant de chantier dans le cadre de projets de remise en état de lieux, d'envergure semblable à celle du projet proposé.

#### **4.3.7 Surveillant de chantier et changement de quart de travail**

- Faire état de l'expérience de la gestion du personnel dans les campements situés dans les régions éloignées. Expérience du surveillant de chantier dans le cadre de projets de remise en état de lieux, d'envergure semblable à celle du projet proposé.

#### **4.3.8 Coordonnateur de la santé et de la sécurité à l'extérieur du site**

- Faire état de l'expérience de travail dans les régions éloignées sur des projets de remise en état de lieux, d'envergure semblable au projet proposé. Expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes sur la santé et la sécurité adaptés aux différents emplacements à assainir.

#### **4.3.9 Coordonnateur de la santé et de la sécurité sur place**

- Faire état de l'expérience de travail dans les régions éloignées sur des projets de remise en état de lieux, d'envergure semblable au projet proposé. Expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes sur la santé et la sécurité adaptés aux différents emplacements à assainir.

#### **4.3.10 Spécialiste des déchets dangereux**

- Faire état de l'expérience pratique acquise dans le cadre de projets de remise en état de lieux, d'envergure semblable au projet proposé.
- Expérience de la reconnaissance, de l'échantillonnage, de la caractérisation, de la conteneurisation et du transport des matières dangereuses ainsi que de leur élimination.

#### **4.3.11 Recrutement et plan d'urgence**

- Démontrer qu'on est effectivement en mesure de recruter le personnel nécessaire pour le projet ainsi que les plans d'urgence couvrant les principaux membres de l'équipe.

#### **4.3.12 Organigramme**

- Présenter un organigramme détaillé de l'équipe du projet, sur lequel se trouvent AADNC, TPSGC, le représentant du ministère, le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants.
- Indiquer toutes les ressources, y compris le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants.
- Indiquer la personne responsable de l'ensemble du projet ainsi que des dispositions concernant le contrôle des coûts et l'observation de l'énoncé des travaux. Indiquer clairement les rapports hiérarchiques pour toutes les parties.

#### 4.3.13 Jalons prévus (estimation)

Date de la demande de soumissions, affichage sur le SEAOG	Janvier 2013
Date de clôture des soumissions	Mars 2013
Évaluation et sélection de l'entrepreneur proposé	Mars 2013
Adjudication estimative du contrat	Avril 2013
Installation sur le chantier	Été 2013
Calendrier de construction et de remise en état	Été 2013 et 2014
Désinstallation	Automne 2014
Achèvement du contrat pour l'essentiel	Automne 2014
Rapports et livraison finale	31 mars 2015

#### 4.4 Partie 3 : Considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement

Cette exigence est assujettie aux exigences de l'Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG) pour le Nunavut. On demande au soumissionnaire de faire appel le plus possible aux groupes inuits locaux qui figurent dans l'ERTG et qui proviennent des collectivités environnantes. L'article 24 de l'ERTG pour les Inuits du Nunavut s'applique.

- 4.4.1 Avoir, dans la région visée par l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut, des sièges sociaux, des bureaux administratifs dotés en personnel ou d'autres installations permanentes.
- 4.4.2 Démontrer comment sera tenue la promesse d'organiser des programmes de formation sur le tas ou de perfectionnement des compétences à l'intention des employés inuits qui participeront au projet.
- 4.4.3 Présenter des programmes de recrutement d'Inuits dans le cadre de l'exécution des travaux, notamment la confirmation de faire affaire avec des bénéficiaires de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN) . Fournir un pourcentage cible d'employés inuits sur le chantier. Les pourcentages indiqués se rapportent directement aux heures de travail concrètes sur le chantier, peu importe qu'il s'agisse de celles du personnel de l'entrepreneur principal ou de celles des sous-traitants.
- 4.4.4 Fournir un pourcentage cible de teneur en activité commerciale inuite. Inclure une garantie ferme d'utiliser des sous-traitants inuits pour la prestation des services ou des fournitures et de l'équipement nécessaires au projet. Les fourchettes sont basées sur les dépenses à engager pour l'achat d'équipement, de fournitures et de services auprès d'entreprises dont le nom figure sur le registre des entreprises inuites (<http://inuitfirm.tunngavik.com/>), tenu à jour par Nunavut Tunngavik, Inc., et non sur le nombre d'entreprises employées. Remarque : si l'entrepreneur principal est une entreprise inuite, le montant total (dollar) des contrats attribués à des Inuits doit servir également à couvrir la part du contrat prévoyant les travaux d'assainissement des lieux par l'entrepreneur.

---

## **4.5 Partie 4 : Soumission financière**

### **4.5.1 Votre soumission**

Le prix que vous proposez conformément à l'Annexe F doit être envoyé dans une enveloppe distincte, portant clairement la mention « Soumission financière ». Aucune allusion à des considérations financières ne doit être faite dans votre résumé global ni dans les sections concernant les aspects techniques, la gestion et les Inuits de votre soumission. Vous devez ventiler le prix total proposé et le présenter conformément à la base de paiement proposée à l'Annexe F, ci-jointe.

### **4.5.2 Prix**

Tous les prix doivent être libellés en dollars canadiens, FAB Sturt Point (Nunavut). Il est entendu que tous les éléments décrits dans la soumission sont inclus dans le prix unitaire ferme proposé ou les prix de lot ou encore les majorations appropriées en pourcentage.

### **4.5.3 Fluctuation du taux de change**

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

### **4.5.4 Droits de douane**

Il revient aux soumissionnaires de confirmer les éléments de la soumission financière qui seront assujettis à des droits de douane. Ces montants doivent être inclus et indiqués dans l'estimation des coûts, le cas échéant. Indiquer s'il y a des droits de douane, si les droits de douane ne s'appliquent pas, etc.

## **5.0 Critères d'évaluation ou méthode de sélection**

### **5.1 Évaluation**

Les soumissions sont évaluées à partir des renseignements que nous vous avons demandés de fournir, conformément aux exigences obligatoires et aux exigences cotées décrites à l'Annexe I.

### **5.2 Sélection de l'entrepreneur**

L'entrepreneur sera sélectionné de la façon indiquée à l'Annexe I, ci-jointe.

---

**Table des matières****REMISE EN ÉTAT DE STURT POINT (CAM-A), NUNAVUT  
TPSGC - NUMÉRO DE PROJET : R.040716.006****Section 2 : Contrat subséquent****1.0 Instructions et conditions**

- 1.1 Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat
- 1.2 Modalités et conditions du contrat

**2.0 Exigence**

- R1 Spécifications
- R2 Période du contrat
- R3 Priorité des documents
- R4 Représentant du Ministère
- R5 Autorité contractante
- R6 Santé et sécurité
- R7 Conditions supplémentaires
- R8 Conditions générales
- R9 Modalités de paiement

**Annexes**

- A. Conditions supplémentaires
- B. Conditions générales
- C. Spécifications
- D. Santé et sécurité
- E. Certificat d'assurance
- F. Base de paiement
- G. Modalités de paiement
- H. Attestations et documents requis
- I. Sans objet
- J. Tableau d'évaluation des pénalités et des primes d'encouragement liées à l'emploi d'Inuits

## Section 2 : Contrat subséquent

### 1.0 Instructions et conditions

#### 1.1 Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

1.1.1 Toutes les clauses et les conditions de la demande de soumissions sont identifiées par un numéro, une date et un titre dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*, produit par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada).

1.1.2 Ce guide se trouve sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante :  
<http://sacc.pwgsc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

#### 1.2 Modalités du contrat

1.2.1 Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C. 1996, ch. 16, les conditions et les clauses déterminées au moyen d'un titre, d'un numéro et d'une date et celles indiquées dans la partie B du document 2003 (2012-11-19) *Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels* sont incluses dans le document par référence et font partie intégrante du contrat, comme s'il en était stipulé ainsi dans la présente, et sont assujetties à toute autre modalité énoncée dans la présente.

### 1.3 Principes des coûts contractuels (1031-2, 2008-05-12)

#### 2.0 Exigence

#### 2.1 Résumé

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux spécifications qui figurent à l'annexe C ainsi qu'aux sections « Soumission technique » et « Soumission de gestion et d'organisation » de la soumission présentée par l'entrepreneur, intitulée (à déterminer), en date de (à déterminer).

CAM-A (Sturt Point) est une ancienne station radar intermédiaire du Réseau avancé de pré-alerte (RAPA) construite en 1957 par les Forces aériennes des États-Unis (USAF) et abandonnée en 1963. La responsabilité du site est assumée par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) depuis 1965. Le site est situé sur la côte sud de l'île de Victoria, sur les hauteurs du golfe Queen Maud, à 68°47' 103°20'

La collectivité la plus proche est Cambridge Bay, à environ 80 kilomètres à l'ouest. CAM-A est également situé à environ 25 kilomètres au sud-est de CAM-A3A, qui a été construit à titre de station-radar courte portée (RCP) lors de la modernisation du Réseau DEW à la fin des années 1980 et au début des années 1990.

La station-radar intermédiaire CAM-A du Réseau DEW comportait certaines installations, soit un train modulaire, un entrepôt, un garage, des installations de stockage de produits pétroliers (PP) et une tour radar. On accède au site par une piste aérienne d'une longueur de 1 200 m située au nord des installations, et à partir de zones de débarquement situées sur la plage au sud de la station. Un lac d'eau douce se trouve à environ 600 m au nord-ouest de la piste aérienne. Des chemins de gravier ont été construits pour relier la piste, la plage et le lac à la station.

Les infrastructures toujours présentes sur le site sont le module d'alimentation du train de construction, une tour de communication Doppler abattue et les fondations du garage, de l'entrepôt et de deux installations d'entreposage et de distribution de produits pétroliers (PP).

## **E1 Spécifications**

- 1.1** L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans les spécifications ci-jointes, qui figurent à **l'Annexe C** et conformément aux sections couvrant les aspects techniques et la gestion de sa soumission, faisant partie intégrante du présent contrat.

## **E2 Période du contrat**

- 2.1** La période de validité du contrat ira de la date d'adjudication (estimée au mois d'avril 2013) au 31 mars 2015. Les travaux doivent être effectués pendant la période de (estimation) avril 2013 au 31 décembre 2014 et tous les produits à livrer doivent être reçus au plus tard le 31 mars 2015.

- E3** **Priorité des documents** - Conditions supplémentaires, **Annexe A**, ci-jointe, doit s'appliquer au contrat.

## **E4 Représentant du Ministère**

- 4.1** Voici le représentant du Ministère pour le contrat.

Nom :

Titre :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Adresse électronique :

- 4.2** Le représentant du Ministère s'occupe de toutes les questions concernant les aspects techniques des travaux soumis à cette exigence. Si des changements sont proposés dans l'envergure des travaux, il faut en discuter avec le représentant du Ministère, mais les changements convenus ne peuvent être confirmés que par une modification du contrat apportée par l'autorité contractante.

## **E5 Autorité contractante**

- 5.1** Voici l'autorité contractante pour ce marché.

Brad McFadden

Spécialiste de l'approvisionnement

Approvisionnements et services de rémunération, Région de l'Ouest

Programme des sites contaminés du Nord

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Plaza Telus Nord, 10025, avenue Jasper, 5<sup>e</sup> étage

Edmonton (Alberta) T5J 1S6

(numéro de téléphone : 780-497-3636

Courrier électronique : brad.mcfadden@pwgsc.gc.ca

- 5.2** L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et tous les changements au contrat doivent être autorisés, par écrit, par cette autorité contractante. Le titulaire du contrat ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat, ou des travaux qui n'y sont pas prévus, en se fondant sur des demandes ou des instructions verbales ou écrites de personnes autres que l'autorité contractante.

**E6 Santé et sécurité**

- 6.1** Les dispositions relatives à la santé et à la sécurité, figurant à **l'Annexe D** ci-jointe, s'appliquent au contrat.

**E7 Conditions supplémentaires**

- 7.1** Les conditions supplémentaires, figurant à **l'Annexe A** ci-jointe, s'appliquent au contrat.

**E8 Conditions générales**

- 8.1** Les conditions générales, figurant à **l'Annexe B** jointe à titre de référence seulement, s'appliquent au contrat.

**E9 Modalités de paiement**

- 9.1** Les modalités de paiement, figurant à **l'Annexe G** ci-jointe, s'appliquent au contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35381

---

## **Annexe A**

### **Conditions supplémentaires**



### Conditions supplémentaires Modifications aux documents du contrat

**CS01** SUPPRIMER l'alinéa 1) de la section 1.2.2 des conditions générales, « Ordre de priorité » et le remplacer par ce qui suit.

En cas de divergence ou de contradiction dans les documents suivants, leur prépondérance est établie selon l'ordre ci-après :

- (a) Page couverture et présents articles de l'entente,
- (b) Conditions supplémentaires, **Annexe A**,
- (b) Conditions générales, **Annexe B**,
- (c) Spécifications, **Annexe C**,
- (d) Sa santé et sécurité, **Annexe D**,
- (e) Assurance et certificat d'assurance de l'assureur, **Annexe E**,
- (f) Base de paiement, **Annexe F**,
- (g) Modalités de paiement, **Annexe G**,
- (h) Attestations et documents requis, **Annexe H**,
- (i) Soumissions technique et de gestion et d'organisation et considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement de la soumission de l'entrepreneur datées \_\_\_\_\_.

**CS02** CG1.8 (2012-11-19) Lois, permis et taxes SUPPRIMER – pas utilisée avec cette exigence.

**CS03** CG2.6 Surveillant (2012-07-16) SUPPRIMER et remplacer par ce qui suit.

#### **CG2. 6 Gestionnaire, surveillant ou superviseur de l'entrepreneur**

- 1) L'entrepreneur doit, dès que le contrat est adjugé, désigner un gestionnaire ainsi qu'un surveillant ou un superviseur.
- 2) Il doit mettre sur-le-champ le représentant du Ministère au courant des noms des personnes désignées, de leur adresse et de leur numéro de téléphone conformément à la clause CG2.6.
- 3) Le gestionnaire ou, en son absence, le surveillant ou le superviseur désigné conformément à la clause CG2.6 doit prendre en charge complètement les activités de l'entrepreneur dans les travaux et il doit être autorisé à accepter les avis, les consentements, les décrets, les orientations, les décisions ou autres communications au nom de l'entrepreneur.
- 4) L'entrepreneur doit, tant que les travaux n'ont pas pris fin, laisser un gestionnaire ou encore un surveillant ou un superviseur compétent sur le chantier pendant les heures de travail.
- 5) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un gestionnaire ou encore un surveillant ou un superviseur sans le consentement écrit du représentant du Ministère.

- 
- CS04** Dans le cadre de ce besoin, seules les CG5.8 de la clause CG5 « Modalités de paiement » R2850D (2010-01-11), seront utilisées. Exception faite des CG5.8 et CG5, les « Modalités de paiement » seront remplacées par celles présentées à l'**ANNEXE G**.
- CS05** CG6.4 « Calcul du prix » (2012-07-16) - pas utilisée avec cette exigence.
- CS06** CG9 « Sécurité du contrat » R2890D (2011-05-16) - pas utilisée avec cette exigence.
- CS07** CG10 « Assurance » R2900D (2008-05-12) - pas utilisée avec cette exigence.  
« Modalités de l'assurance » R2910D (2008-12-12) - pas utilisée avec cette exigence.
- CS08** Se reporter aux modalités de l'assurance définies à l'**Annexe E**.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35381

---

## **Annexe B**

### **Conditions générales**

---

**Conditions générales**

**Remarque :** Des changements ont été apportés aux conditions générales. Pour connaître les modifications apportées aux documents contractuels, veuillez vous reporter à l'**Annexe A** (CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES).

<b>CG1</b>	<b>Dispositions générales</b>	R2810D (2012-11-19)
<b>CG2</b>	<b>Administration du contrat</b>	R2820D (2012-07-16)
<b>CG3</b>	<b>Exécution et contrôle des travaux</b>	R2830D (2010-01-11)
<b>CG4</b>	<b>Mesures de protection</b>	R2840D (2008-05-12)
<b>CG5.8</b>	<b>Réclamations et obligations</b>	R2850D (2010-01-11)
<b>CG6</b>	<b>Retards et modifications des travaux</b>	R2860D (2012-07-16)
<b>CG7</b>	<b>Défaut, suspension ou résiliation du contrat</b>	R2870D (2008-05-12)
<b>CG8</b>	<b>Règlement des différends</b>	R2882D ((2012-07-16)
<b>CG8</b>	<b>Justes salaires et heures de travail - conditions de travail</b>	R2940D (2012-07-16)

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35381

---

## **Annexe C**

### **SPÉCIFICATIONS (Jointes en version électronique)**

## **Annexe D**

### **Santé et sécurité**

1. Entrepreneur principal
2. Permis, avis
3. Plan de sécurité propre au chantier
4. Premiers soins
5. Procédures d'avis préalables
6. Renseignements sur le propriétaire
7. Activités dangereuses réglementées
8. Distribution
9. Coordonnées du responsable de la main-d'oeuvre

---

**Santé et sécurité****1. Entrepreneur principal****1.1** Pour les besoins de la loi sur la sécurité des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut, voici ce que l'entrepreneur doit faire pendant toute la durée du contrat de travail :

**1.1.1** agir comme employeur où il n'y a qu'un employeur sur les lieux du travail, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;

**1.1.2** assumer le rôle d'entrepreneur, d'entrepreneur principal ou de constructeur, là où deux employeurs ou plus sont chargés des travaux en même temps et au même endroit sur le chantier, en accord avec l'autorité compétente;

**1.1.3** accepter, dans les cas où deux entrepreneurs ou plus travaillent en même temps et au même endroit sur le chantier, sans imposer de restrictions aux conditions générales, l'ordre du représentant du Ministère de faire ce qui suit :

**1.1.3.1** s'acquitter, en tant qu'entrepreneur, entrepreneur principal ou constructeur, de la responsabilité des autres entrepreneurs du représentant du Ministère;

**1.1.3.2** reconnaître que l'autre entrepreneur du représentant du Ministère est l'entrepreneur, l'entrepreneur principal pour le constructeur et se conformer au Plan lié à la santé et à la sécurité adapté à l'emplacement de l'entrepreneur.

**2. Permis et avis****2.1** Remettre les documents suivants au représentant du Ministère :

**2.1.1** avant les réunions préalables aux travaux de construction, la transmission et une copie du formulaire de préavis de projet, dans le présent document, envoyé à l'autorité compétente;

**2.1.2** avant le début des travaux, des copies de tous les permis, les avis et les documents connexes nécessaires, exigés dans les spécifications et par l'autorité compétente.

### 3. Plan de sécurité propre au site

- 3.1** L'entrepreneur doit remettre aux représentants du Ministère, avant le début des travaux et sans limiter les modalités des conditions générales CG1, un plan lié à la sécurité adapté à l'emplacement, décrivant les programmes liés à la sécurité se rapportant aux travaux généraux ainsi qu'aux activités dangereuses réglementées. Le plan doit se conformer aux spécifications du contrat prescrites par la loi sur la sécurité du Nunavut aux endroits indiqués. En cas de conflit entre les deux, c'est la loi sur la sécurité du Nunavut qui prime. Ce plan doit décrire, sans nécessairement s'y limiter, les programmes couvrant les aspects de la sécurité dans les mines.

Sécurité des lieux et sécurité publique;  
 Procédure de travail concernant l'amiante;  
 Procédures de travail concernant les hydrocarbures pétroliers, l'amiante et les autres matières dangereuses au besoin;  
 Procédures de décontamination et de confinement;  
 Surveillance médicale et suivi de la santé des employés;  
 Protection des voies respiratoires;  
 Entrée dans un espace clos;  
 Comités de SST;  
 Supervision et formation;  
 Certification des personnes qualifiées;  
 Procédures d'urgence et sécurité incendie;  
 Premiers soins;  
 Groupe électrique;  
 Travail en autonomie;  
 Enquêtes et rapports sur les incidents ou les accidents;  
 Matières dangereuses;  
 Plans d'urgence en cas de désastre écologique ou d'intervention en cas de déversement;  
 Sécurité concernant les animaux sauvages.

### 4. Premiers soins

- 4.1** Abstraction faite de ce qui précède, l'entrepreneur doit être en mesure de fournir au moins un technicien d'urgence médicale au sens où on l'entend dans les spécifications. Ce technicien doit avoir suivi 1 000 heures d'enseignement en classe de formation pratique **et avoir accumulé six (6) semaines d'expérience pratique avec le nombre exigé d'appels d'urgence**. Le technicien doit être titulaire d'une attestation territoriale qu'il aura reçue après avoir passé l'examen requis ainsi que des examens de remise à niveau tous les deux ans. Le technicien d'urgence médicale est un professionnel de la santé qui a reçu une formation poussée grâce à laquelle il est en mesure d'intervenir dans les cas d'urgences médicales et de traumatisme avant l'arrivée à l'hôpital (sur le terrain) en vue de stabiliser l'état d'un patient avant de le déplacer ou pendant son transport jusqu'à une installation médicale appropriée.
- 4.2** L'entrepreneur doit poursuivre la formation et obtenir l'attestation de premiers soins conformément à la *Loi sur la sécurité* des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut et des règlements connexes, pendant la durée des travaux prévus au contrat.



## 5. Préavis de projet

### À l'intention de l'organisation responsable de la main-d'œuvre de la province ou du territoire

Le présent préavis vise à vous informer du fait que nous, l'entrepreneur coté, entreprendrons un projet fédéral dans votre territoire, pour lequel nous avons été désignés entrepreneur principal, entrepreneur général ou constructeur, et du fait que nous serons chargés de coordonner l'ensemble de la sécurité sur le chantier.

Nous organiserons une réunion de démarrage de la phase 1 à \_\_\_\_\_(endroit) le \_\_\_\_\_(date) à \_\_\_\_\_(heure). Nous invitons un représentant de la province ou du territoire à y prendre part. Le plan de sécurité propre au site sera examiné durant cette réunion. Si vous désirez participer à la réunion, veuillez communiquer avec la personne précisée ci-dessous.

Date : \_\_\_\_\_ Numéro de dossier : \_\_\_\_\_

Montant du contrat : \_\_\_\_\_ Numéro de ce projet \_\_\_\_\_  
Raison sociale ou nom de l'entreprise de l'entrepreneur principal (Alberta) (Colombie-Britannique); employeur/entrepreneur (Saskatchewan); employeurs/entrepreneur principal (Manitoba) (Québec) (Terre-Neuve-et-Labrador) (T.N.-O. et Nunavut); employeur/constructeur (Ontario) (Nouvelle-Écosse) (Nouveau-Brunswick) (Île-du-Prince-Édouard) (Yukon)

Adresse postale : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_ Numéro de télécopieur : \_\_\_\_\_

Nom de l'entrepreneur : \_\_\_\_\_

#### Détails du projet

Emplacement du projet : \_\_\_\_\_

Nature des travaux ou de la procédure amorcés : \_\_\_\_\_

Nom du surveillant de chantier : \_\_\_\_\_

Numéro pour joindre le surveillant : \_\_\_\_\_

Date de début approximatif du projet : \_\_\_\_\_

Durée approximative du projet : \_\_\_\_\_

Nombre de travailleurs à employer : \_\_\_\_\_

#### Liste des sous-traitants à employer (utiliser plus d'espace au besoin)

Nom de l'entreprise

Adresse ou emplacement de l'entreprise

**6. Renseignements sur le responsable**Responsable du projet : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Représentant du responsable : \_\_\_\_\_

Numéro à composer pour joindre le représentant du responsable : \_\_\_\_\_

**7. Activités dangereuses réglementées**

Le présent avis vise à informer le responsable de la province ou du territoire que des activités dangereuses réglementées seront entreprises durant le projet par l'entrepreneur principal, le constructeur ou un de ses sous-traitants. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive et elle pourrait être modifiée de temps en temps.

**Remarque à l'intention de l'entrepreneur principal ou constructeur :**

Les activités dangereuses réglementées qui sont énumérées ci-dessous peuvent comporter des éléments compris dans le plan de sécurité propre au site et pour lesquels des procédures de sécurité ont déjà été établies.

**Cocher les activités qui seront entreprises et fournir une estimation de la durée de l'activité en heures/jours.**

<b>Cocher</b>	<b>Activité</b>	<b>Durée prévue</b>
<input type="checkbox"/>	Travaux de creusage ou d'excavation ou dans les tunnels	
<input type="checkbox"/>	Usage d'un échafaudage fixe/échafaudage volant	
<input type="checkbox"/>	Travaux en hauteur nécessitant une protection antichute	
<input type="checkbox"/>	Utilisation d'une grue	
<input type="checkbox"/>	Travailler en espaces clos	
<input type="checkbox"/>	Dynamitage/utilisation d'explosifs	
<input type="checkbox"/>	Utilisation de systèmes électriques de haute tension ou exposition à ces systèmes	
<input type="checkbox"/>	Travail à haute température	
<input type="checkbox"/>	Démolition	
<input type="checkbox"/>	Utilisation d'équipement lourd qui peut exiger un contrôle de la circulation	
<input type="checkbox"/>	Travaux sur l'eau ou au bord de l'eau	
<input type="checkbox"/>	Travailler avec des substances dangereuses ou des produits réglementés	
<input type="checkbox"/>	Travailler avec des dispositifs à radiations	
<input type="checkbox"/>	Travaux impliquant une exposition à l'amiante, aux PCB et au plomb	

Inscrire toute autre activité dangereuse réglementée ne figurant pas dans la liste ci-dessus.

---



---



---



---

---

## 8. Distribution

L'entrepreneur principal ou le constructeur est tenu de distribuer ce formulaire et de fournir la preuve de cette distribution au responsable de la main-d'œuvre. Les activités du projet ne peuvent pas commencer tant qu'une preuve de l'envoi n'a pas été fournie. La preuve peut être acheminée par courrier recommandé ou en fournissant la copie d'un avis d'envoi par télécopieur, ou par tout autre moyen prouvant que le responsable de la main-d'œuvre a reçu le document :

Original : Envoyer à l'autorité provinciale ou territoriale responsable des normes du travail  
Copies : au chargé de projet de TPSGC

Il faut afficher un exemplaire du présent formulaire sur le lieu du travail avant le commencement des travaux.

**Remarque :** Prière de ne pas inclure de formulaire sur lequel figurent les renseignements personnels d'un tiers, notamment le nom des employés de l'entrepreneur ou tout renseignement concernant une demande.

## 9. Personnes-ressources de l'organisation responsable de la main-d'œuvre

La personne citée ci-dessous est la responsable de la main-d'œuvre dans les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. Cette personne ne représente pas la Commission des accidents du travail. La Commission des accidents du travail des Territoires du Nord-Ouest est une entité distincte de celle du Nunavut.

Veuillez ne pas communiquer avec la personne ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail ou encore pour les autorisations données par cet organisme. Il faut adresser ce genre de demandes à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

**Commission des accidents du travail  
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut  
Services de prévention  
Case postale 8888  
Yellowknife (NT) X1A 2R3  
À l'attention de : Agent de sécurité industrielle  
Téléphone : 867-669-4418  
Télécopieur : 867-873-0262**

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

File No. - N° du dossier

NCS-2-35381

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

## **ANNEXE E**

### **Conditions d'assurance**

### **et certificat d'assurance de l'assureur**

## **1. Conditions d'assurance**

### **1.1 Paiement de la franchise**

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

### **1.2 Déclaration et attestation**

L'entrepreneur déclare qu'il détient une assurance responsabilité civile appropriée, conformément aux présentes conditions d'assurance, et qu'il a vérifié qu'il peut obtenir, en temps voulu et avant le début des travaux, la protection d'assurance sur les biens appropriée, exigée par les présentes conditions d'assurance, et il confirme que ce sera possible et, de plus, qu'il pourra conserver toutes les polices d'assurance requises par les présentes conditions d'assurance.

### **1.3 Période couverte par l'assurance**

À moins d'avis contraire par écrit de l'agent de négociation des marchés ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes conditions d'assurance, les polices exigées dans les présentes doivent être en règle à partir de la date à laquelle le contrat sera adjudgé et demeurer en vigueur jusqu'au jour de délivrance du certificat d'achèvement par le représentant du Ministère.

### **1.4 Exigences en matière d'assurance**

**1.4.1** L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à **l'Annexe E**. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

**1.4.2** L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

**1.4.3** L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les thirty (30) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables. L'accès au chantier ne sera accordé qu'aux entrepreneurs ayant fait parvenir un certificat d'assurance à l'autorité contractante, conformément aux spécifications susmentionnées.

### **1.5 Certificat d'assurance**

**1.5.1** Le certificat d'assurance est joint à la présente conformément à la section 1.9.

**1.5.2** Le certificat d'assurance doit être envoyé conformément à la section **1.4.3**.

---

**1.6 Assurance commerciale de responsabilité civile - G2001C (2008-05-12)**

**1.6.1** L'entrepreneur doit obtenir et maintenir pour toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

**1.6.2** La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d) Préjudice personnel : L'avenant devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur [ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable].
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

- 
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance responsabilité pour un véhicule n'appartenant pas à l'assuré : Protection contre les poursuites qui pourraient être engagées contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules loués ou qui n'appartiennent pas à l'assuré.
- n) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- o) Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- p) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- q) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur, Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042,  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal/avocate générale principale  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, tour Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

---

**1.7 Assurance responsabilité civile automobile (G2020C, 2008-05-12)**

**1.7.1** L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

**1.7.2** La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- (a) Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
- (b) Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- (c) Garantie non-assurance des tiers;
- (d) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (e) FMPO/SEF/FAQ n° 4a - Avenant relatif au transport d'explosifs.

**1.8 Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement (G2040C, 2008-05-12)**

**1.8.1** L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance responsabilité légale en matière de pollution - chantier et une assurance responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

**1.8.2** S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

**1.8.3** La police d'assurance responsabilité légale en matière de pollution - chantier et responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage policy doit comprendre les éléments suivants :

- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- c) Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.



- 
- e) Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.
- f) Assurance de responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage : La police doit couvrir les blessures corporelles et les dommages matériels causés hors site à des tiers par des rejets provenant de réservoirs de stockage (en surface et sous terre). La protection doit comprendre les mesures correctives et le nettoyage de ces rejets.
- g) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal/avocate générale principale  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, tour Est  
Ottawa, Ontario, K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-2-35381

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

## 1.9 Certificat d'assurance de l'assuré

(À remplir par l'assureur (et non le courtier) et à transmettre à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada conformément à la section 1.4.3.)

### MARCHÉ

Description des travaux

N° de marché

Date d'attribution

Endroit

#### ASSUREUR

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

#### COURTIER

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

#### ASSURÉ

Nom de l'entrepreneur \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

#### ASSURÉ SUPPLÉMENTAIRE

Le Canada représenté par le ministère de Travaux  
publics et des services gouvernementaux  
TPSCG Région de l'Ouest  
Telus Plaza North, 5<sup>e</sup> étage  
10025, avenue Jasper  
Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Le présent document atteste que les contrats d'assurance suivants sont actuellement en vigueur et couvrent toutes les activités de l'assuré en relation avec le marché conclu entre l'assuré désigné et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

#### POLICE

Genre	Numéro	Date de Prise d'effet	Date d'expiration	Montant de la garantie	Franchise
-------	--------	--------------------------	----------------------	---------------------------	-----------

Assurance commerciale de responsabilité civile (inclut une autre exigence assurée) :

Assurance responsabilité civile automobile (exclut une autre exigence assurée) :

Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement (inclut une autre exigence assurée) :

Autre (au besoin) :

Chacune des présentes polices renferment les garanties et dispositions spécifiées aux Conditions d'assurances, et chaque police a été modifiée pour couvrir le Canada en tant qu'assuré (à l'exclusion de l'assurance responsabilité civile automobile). L'assureur convient de donner un préavis de 30 jours à Sa Majesté et à l'assuré désigné en cas de modification ou d'annulation d'une garantie d'assurance ou d'un contrat d'assurance.

Nom de l'agent de l'assureur  
ou de l'employé autorisé

Numéro de téléphone

Signature

Date

LA DÉLIVRANCE DE LA PRÉSENTE ATTESTATION NE DOIT PAS LIMITER OU RESTREINDRE LE DROIT DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA DE DEMANDER EN TOUT TEMPS DES COPIES CERTIFIÉES CONFORMES EN DOUBLE DES CONTRATS D'ASSURANCE.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35381

---

## **Annexe F**

### **Base de paiement proposée (servira à calculer le paiement)**

- |           |                           |   |
|-----------|---------------------------|---|
| <b>1)</b> | <b>Sections 1 et 2 -</b>  | <b>Base de paiements</b>  |
| <b>2)</b> | <b>Sections 1 et 2a -</b> | <b>BDCP-1 Ventilation des coûts</b>   |
| <b>3)</b> | <b>Section 3 -</b>        | <b>Travaux supplémentaires éventuels</b>  |
| <b>4)</b> | <b>Section 4 -</b>        | <b>Ventilation des coûts prévus pour les fournitures, l'équipement et les services obtenus de sous-traitants inuits</b> |

**Base de paiement proposée : Travaux connus (servira à calculer le paiement)**  
**Section 1 : Prix unitaire ferme ou forfaitaire (selon les quantités estimées)**  
**STURT POINT (CAM-A) (Nunavut)**  
 Pour la durée du contrat

Le soumissionnaire doit inscrire le prix de chacun des éléments dans les tableaux ci-dessous. Si un élément est gratuit, il inscrit zéro. S'il laisse un élément en blanc, on supposera que cet élément sera gratuit et toutes les modifications de prix seront calculées en conséquence, et le cas échéant, le soumissionnaire sera tenu de respecter le prix total établi. Dans les cas d'omissions graves et à la discrétion de l'autorité contractante, le soumissionnaire peut se voir offrir la possibilité de retirer sa soumission du concours.

## **1.0 PRIX UNITAIRE FERME OU FORFAITAIRE : DURÉE DU CONTRAT**

**1.1** The Contractor will be paid a separate firm unit or lump sum price, including profit, for the items identified herein, FOB STURT POINT, Nunavut, Custom duty included where applicable, Goods and Services Tax (GST) extra, as appropriate for the duration of the Contract Period.

**1.2** Si la quantité finale de l'élément auquel un prix unitaire est attribué dépasse la quantité approximative de l'appel d'offres de plus de 15 %, l'une ou l'autre partie au contrat peut demander par écrit à l'autre partie de négocier un prix unitaire modifié qui s'appliquera au supplément qui dépasse de 115 % la quantité approximative de l'appel d'offres, et pour obtenir rapidement l'approbation de prix unitaire modifié, voici ce que l'entrepreneur doit fournir sur demande au Canada :

**1.2.1** les dossiers détaillés établissant les dépenses que l'entrepreneur doit effectivement engager pour fournir la quantité prévue dans l'appel d'offres moyennant le prix unitaire jusqu'au moment où la négociation a été demandée;

**1.2.2** les frais de main-d'œuvre approximatifs à l'unité, l'établissement et les matériaux requis pour la partie de l'élément qui dépasse de 115 % la quantité prévue dans l'appel d'offres.

**1.3** S'il ressort que la quantité finale produite en fonction des frais de main-d'œuvre et avec l'établissement et les matériaux requis à un prix inférieur au prix unitaire ne dépasse pas 85 % de la quantité approximative de l'appel d'offres, l'une ou l'autre des parties au contrat peut demander par écrit à l'autre partie de négocier un changement au prix unitaire de l'élément dans les cas suivants :

**1.3.1** il existe une différence démontrable entre les dépenses à l'unité que l'entrepreneur doit engager pour fournir la quantité approximative de l'appel d'offres et les dépenses à l'unité qu'il doit engager pour fournir la quantité finale;

**1.3.2** la différence dans le coût unitaire est attribuable uniquement à la diminution de la quantité, et à rien d'autre;

**1.3.3** c'est à la partie qui demande la négociation, d'établir le changement proposé, de le justifier et de quantifier;

**1.3.4** en aucun cas, le prix total d'un élément qui a été modifié à la suite d'une réduction de la quantité ne doit dépasser le montant qui aurait été payé à l'entrepreneur, si 85 % de la quantité prévue dans l'appel d'offres avaient été effectivement fournis.

**Base de paiement proposée - Travaux connus (servira à calculer le paiement)**  
**Section 1 : Prix unitaire ferme ou forfaitaire - (selon les quantités estimées)**

**Pour la durée du contrat**

**Remise en état de Sturt Point (CAM - A), Nunavut**

Article	Description	Unité	Quantité	Prix unitaire	Total
BDPC-1	Solde des coûts du projet y compris notamment : - Les coûts indirects variables pour les frais généraux et les frais d'administration - Les bénéfices - Les coûts pour les expéditeurs - La police RCG - L'assurance tous risques - Les coûts de la CAT - Les dépenses d'entreprise - La partie des frais de formation qui revient à l'entrepreneur - L'OGD - L'équipement auxiliaire - Les véhicules de service - La supervision - Les réparations d'équipement et l'achat et le transport de pièces.	Montant forfaitaire	1		\$
01 11 00-1	Atelier d'orientation des travailleurs	Montant forfaitaire	1		\$
01 29 83-1	Conditionnement et manutention des échantillons du représentant du ministère et transport jusqu'au laboratoire d'analyse à Edmonton ou Yellowknife	kg	200	\$	\$
01 29 83-2	Exigences de l'entrepreneur relatives aux contrôles en laboratoire y compris l'échantillonnage, le transport et l'analyse dans un laboratoire accrédité	Montant forfaitaire	1		\$
01 31 19-1	Réunion préalable à la construction en un lieu déterminé par l'entrepreneur	Montant forfaitaire	1		\$
01 31 19-2	Visite du chantier avant l'installation de chantier	Montant forfaitaire	1		\$
01 31 19-3	Réunion(s) inter-saisonnières en un lieu décidé par l'entrepreneur	Montant forfaitaire	1		\$
01 31 19-4	Réunion post-construction à Edmonton (Alberta)	Montant forfaitaire	1		\$
01 31 19-5	Réunions communautaires – Cambridge Bay (Nunavut)	Chaque	2	\$	\$
01 33 00-1	Photographies du projet	Montant forfaitaire	1		\$
01 35 32-1	Plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier	Montant forfaitaire	1		\$

01 35 32-2	Surveillant de la faute VTT compris	Jours	100	\$	\$
01 35 43-1	Fourniture pour la protection de l'environnement	Montant forfaitaire	1		\$
01 53 00-1	Engagement	Montant forfaitaire	1		\$

01 53 00-2	Désengagement	Montant forfaitaire	1		\$
01 54 00-1	Fourniture et lancement du campement	Montant forfaitaire	1		\$
01 54 00-2	Exploitation et entretien des services du campement	Semaine	15	\$	\$
01 54 00-3	Gîte et couvert du représentant du ministère et du personnel autorisé	Jour/personne	250	\$	\$
01 54 00-4	Repas occasionnels – personnel autorisé du représentant du ministère	Chaque	10	\$	\$
01 54 00-5	Transport aller-retour entre Cambridge Bay et CAM-A (Sturt Point)	Voyage aller-retour par personne	30	\$	\$
01 54 00-6	Liaisons de communication du représentant du ministère	Montant forfaitaire	1		\$
01 71 01-1	Levée d'arpentage	Montant forfaitaire	1		\$
01 78 00-1	Dossiers de projet	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-1	Démolition et emballage/conteneurisation : tour de communication	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-2	Démolition et emballage/conteneurisation : module d'alimentation	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-3	Démolition et emballage/conteneurisation : fondation du module de train	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-4	Démolition et emballage/conteneurisation : fondation du garage	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-5	Démolition et emballage/conteneurisation : fondation de l'entrepôt	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-6	Démolition et emballage/conteneurisation : tour de communication : fondations du poste de produits pétroliers	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-7	Démolition et emballage/conteneurisation : tour de communication : fondations du poste de produits pétroliers	Montant forfaitaire	1		\$

02 41 16-8	Démolition et emballage/conteneurisation : tour de communication : ponceaux	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-9	Démolition et emballage/conteneurisation : tour de communication : conduite de produit pétrolier, canalisations d'évacuation des eaux usées, lignes électriques, tuyau	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-10	Fourniture des matériaux/conteneurs d'emballage des déchets non dangereux	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-11	Élimination des déchets non dangereux (démolition, retrait des débris et des sols contaminés)	<b>Montant provisionnel</b>	<b>50 000,00 \$</b>		<b>50 000,00 \$</b>

02 41 23-1	Collecte et emballage/conteneurisation des débris	Montant forfaitaire	1		\$
02 55 13-1	Fourniture de conteneurs de sol contaminé y compris un revêtement imperméable, pour le transport des sols contaminés vers l'extérieur du site	Mètre cube	120	\$	\$
02 55 13-2	Excavation et conteneurisation des sols de surface, contaminés par des HCP de type A	Mètre cube	30	\$	\$
02 55 13-3	Excavation des sols contaminés par des HCP de type B	Mètre cube	430	\$	\$
02 55 13-4	Excavation et conteneurisation des sols contaminés de niveau II	Mètre cube	70	\$	\$
02 61 00-1	Traitement des sols contaminés par des hydrocarbures de type B	Mètre cube	430	\$	\$
02 61 33-1	Fourniture de conteneurs pour déchets dangereux	Mètre cube	14	\$	\$
02 61 33-2	Transport à l'extérieur du chantier des déchets dangereux jusqu'à l'installation d'élimination des déchets dangereux désignés par l'entrepreneur	Montant forfaitaire	1		\$
02 61 33-3	Élimination hors du site des déchets dangereux, dans l'installation d'élimination des déchets dangereux désignée par l'entrepreneur	<b>Montant provisionnel</b>	<b>130 000,00 \$</b>		<b>130 000,00 \$</b>
31 22 15-1	Reprofilage	Mètre carré	10 000	\$	\$
31 22 15-2	Remblai granulaire de type 2	Mètre cube	6 100	\$	\$
31 22 15-3	Amélioration et entretien de la voie d'accès	Montant forfaitaire	1		\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

File No. - N° du dossier

NCS-2-35381

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

	<b>Sous-total estimatif</b>				\$
	TPS (5 %)				\$
	<b>Prix estimatif total</b>				\$

### Base de paiement proposée - Section 1a - Ventilation des coûts pour la BDPC-1

(Estimation pour avril 2013 au 31 décembre 2014, tous les produits à livrer devant être reçus au plus tard le 31 mars 2015)

Le formulaire ci-dessous présente à l'autorité contractante la ventilation des coûts inclus dans la BDPC-1. Cette ventilation aidera à établir si les coûts représentent un bon rapport qualité-prix et s'ils doivent être jugés « justes et raisonnables ». La ventilation des coûts présentée ici doit correspondre au total indiqué dans la BDPC-1 à la Section 1 de la Base de paiements proposée.

Section spéc. #	Ventilation de la prestation des articles Le formulaire ci-dessous présente à l'autorité contractante la ventilation des coûts inclus dans la BDPC. Cette ventilation aidera à établir si les coûts représentent un bon rapport qualité-prix et s'ils doivent être jugés « justes et raisonnables ». <b>Note</b> : Voir 1031-2, article 07, pour ce qui concerne les coûts non applicables. Il se peut qu'on demande une autre ventilation le cas échéant.	Amount
01 11 00-1	Sans compter les profits : Frais généraux et administratifs Police CGL CAT Partie du programme de formation revenant à l'entrepreneur Divers	\$
01 29 83		\$
01 31 19		\$
01 32 18		\$
01 33 00		\$
01 35 15		\$
01 35 32		\$
01 35 43		\$
01 41 00		\$
01 45 00		\$
01 51 00		\$
01 52 00		\$
01 53 00		\$
01 54 00		\$
01 61 00		\$
01 71 01		\$
01 77 00		\$
01 78 00		\$



Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35381

02 41 16		\$
02 41 23		\$
02 51 00		\$
02 55 13		\$
02 61 33		\$
02 82 00		\$
31 05 17		\$
31 22 15		\$
31 23 11		\$
	<b>Total pour la ventilation des coûts servant à établir la base de paiements.</b> Le montant en dollar doit être égal à celui qui est indiqué dans la Base de paiements BDPC-1.	\$

**Base de paiement proposée (servira à calculer le paiement)****Section 2 : travaux supplémentaires possibles**

**(Il est impossible de quantifier les travaux avant la clôture de la demande de soumissions ou l'adjudication du contrat)**

**Prix unitaires fermes ou forfaitaires – les taux de rémunération seront fermes jusqu'au 31 décembre 2014**

**Les années ultérieures, jusqu'à décembre 2014, sont assujetties aux dispositions concernant l'IPC.**

- 2.0** Le soumissionnaire doit inscrire le prix de chacun des éléments dans les tableaux ci-dessous. Si un élément est gratuit, il inscrit zéro. S'il laisse un élément en blanc, on supposera que cet élément sera gratuit et toutes les modifications de prix seront calculées en conséquence et, le cas échéant, le soumissionnaire sera tenu de respecter le prix total établi. Dans les cas d'omission grave et à la discrétion de l'autorité contractante, le soumissionnaire peut se voir offrir la possibilité de retirer sa soumission du concours.

Les travaux supplémentaires possibles consistent en travaux qui ne peuvent pas être quantifiés avant la clôture de la demande de soumissions ou avant l'adjudication du contrat. Si on parvient à déterminer les travaux qui se rangent dans cette catégorie pendant la durée du contrat, ils peuvent être approuvés au moyen d'une autorisation de travaux. L'autorisation de travaux doit être négociée et approuvée par le représentant de TPSGC, qui se basera sur le tableau des prix unitaires. Les modalités de paiement décrites à l'annexe G ne s'appliquent pas à la Section sur les travaux supplémentaires possibles dans les présentes. Le seul mécanisme de paiement est le formulaire d'autorisation des travaux contenu dans les présentes, suivant les instructions. Le montant du paiement à demander sera indiqué sur la facture mensuelle, accompagné du formulaire d'autorisation des travaux

**2.1 Main-d'œuvre pour les tâches diverses**

L'entrepreneur sera rémunéré en contrepartie des heures de travail effectif approuvées par le représentant du ministère et calculées selon un taux unitaire ou horaire ferme, y compris les frais généraux et le bénéfice, décrit dans le tableau sur les prix unitaires, FAB pour le chantier de Sturt Point, Nunavut, TPS en sus.

**2.2 Matériaux, fournitures, vols nolisés et locations**

S'agissant de la prestation de services supplémentaires autorisés d'exploitation et d'entretien du campement, de vols d'urgence, de matériaux, de fournitures, de services ou de la location d'équipements variés conformément à la présente section, l'entrepreneur se fera rembourser les dépenses engagées de façon raisonnable au site de Sturt Point, droits de douane inclus le cas échéant, TPS ou TVH en sus le cas échéant. L'achat d'un élément ou d'un matériau dont le montant dépasse 10 000,00 \$ doit être approuvé au préalable par le représentant du ministère. Les dépenses estimatives sont limitées à **75 000,00 \$** pour l'article **P3, 35** auxquelles s'ajoutent des frais fixes calculés en pourcentage, représentant la majoration des frais généraux et des profits pendant alors durée du contrat.

## 2.3 Autorisation des travaux et services

L'utilisation approximative de ces éléments ne peut pas être quantifiée conformément aux spécifications ni au moment de l'adjudication du contrat. Les éléments qui requièrent des efforts variables seront négociés et approuvés par le représentant de TPSGC pour les autorisations de travaux dont le montant est supérieur à 100 000,00 \$. L'entrepreneur doit préparer et présenter chaque mois un compte rendu au chargé de projet pour fins d'examen et d'approbation, qui sera accepté par toutes les parties (l'entrepreneur/le représentant du ministère/l'autorité contractante). Toutes les autorisations de travaux dont le montant est supérieur à 100 000,00 \$ devront être approuvées par l'autorité contractante et consignées dans le rapport trimestriel versé au dossier du contrat. Le tableau sur les prix unitaires servira à établir les taux de rémunération, les fournitures, les achats de matériaux et la location d'équipement. Le paiement sera effectué une fois par mois, en contrepartie des travaux acceptés par le représentant du ministère, sous réserve d'une retenue de garantie de 10 %. Tous les éléments dont les coûts sont remboursables peuvent faire l'objet d'une vérification annuelle par le Canada, et la retenue de garantie sera annulée selon les conclusions de la vérification. On apportera une dernière modification après vérification finale, afin de rapprocher les coûts au prix total du contrat et de l'établir définitivement. Le formulaire d'autorisation des travaux à utiliser est présenté à la page suivante. C'est le représentant du ministère qui doit le remplir.

## 2.4 Quantités approximatives

Les quantités qui figurent dans le tableau sur les prix unitaires ne sont que des estimations. Il s'agit d'une approximation de l'ensemble des exigences supplémentaires éventuelles, pendant la durée du contrat, accordées de bonne foi. Ces estimations seront utilisées à des fins d'évaluation et elles ne doivent pas être ajustées. Le montant approximatif prévu à l'origine sera rajusté. Les biens ou les services supplémentaires éventuels, indiqués dans le tableau, ne représentent pas une entente entre le Canada ou le représentant du ministère selon laquelle les biens ou les services en question seront commandés, en tout ou en partie. La responsabilité du Canada se limite à ce qui est effectivement commandé et accepté par le représentant du ministère. Le Canada se réserve le droit d'acheter les biens ou les services décrits auprès d'autres sources au moyen de contrats, d'offres à commande ou d'autres méthodes d'adjudication du contrat, à la disposition du représentant du ministère.

## 2.5 Rajustements économiques annuels

**2.5.1** Les travaux qui s'appliquent à la main-d'œuvre et à l'équipement concernant les travaux supplémentaires possibles sont fermes jusqu'au 31 décembre 2014, après quoi il se peut qu'ils soient majorés ou minorés chaque année s'il faut qu'ils se poursuivent sur plus d'une saison, d'un montant basé sur la moyenne sur douze mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) de Statistiques Canada pour Iqaluit (Nunavut). L'IPC se trouve sur le site Web de Statistiques Canada à l'adresse suivante :

<http://www.statcan.gc.ca/pub/62-001-x/2011007/t043-eng.htm>

**2.5.2** Pour avoir droit au rajustement en fonction de l'IPC, l'entrepreneur doit présenter par écrit une demande en ce sens à l'autorité contractante, au plus tard le 1<sup>er</sup> février de chaque année civile, en basant sa demande sur le taux pour le mois de décembre de l'année civile antérieure. L'autorisation des rajustements est sous réserve de l'approbation de l'autorité contractante.

**2.5.3** Si l'entrepreneur ne demande pas de rajustement en fonction de l'IPC avant le 1<sup>er</sup> février de chaque année civile, le rajustement demandé à une date ultérieure ne sera pas rétroactif, mais il débutera à la date à laquelle la demande a été présentée.

**2.5.4** Selon le calendrier des travaux acceptés par le Canada, si les travaux sont retardés pour une autre raison que les raisons autorisées par le Canada, celui-ci se réserve le droit de rejeter une demande de rajustement en fonction de l'IPC.



**Section 2 : travaux supplémentaires possibles**

**(Il est impossible de quantifier les travaux avant la clôture de la demande de soumissions ou l'adjudication du contrat)**  
**(Servira à calculer le paiement)**

**Prix unitaires fermes ou forfaitaires : les tarifs de la main-d'oeuvre et de l'équipement sont fermes jusqu'au 31 décembre 2014**

**Les années ultérieures jusqu'à décembre 2014 sont assujetties aux dispositions concernant l'IPC**  
**(En fonction de journées de travail de 10 heures, 7 jours sur 7)**

N°	Description	Unité	Quantité	Prix unitaire	Total
<b>P1</b>	<b>Main-d'oeuvre</b>				
1	Superviseur de chantier	Heures	300	\$	\$
2	Mécanicien	Heures	300	\$	\$
3	Ouvrier qualifié	Heures	2,000	\$	\$
4	Contremaître	Heures	400	\$	\$
5	Compagnon	Heures	500	\$	\$
6	Surveillant de la faune et VTT	Heures	500	\$	\$
7	Commis de chantier	Heures	300	\$	\$
8	OGD	Heures	300	\$	\$
9	Spécialiste en matières dangereuses	Heures	300	\$	\$
10	Spécialiste de la santé et de la sécurité	Heures	300	\$	\$
11	Arpenteur	Heures	200	\$	\$
	<b>Main-d'oeuvre supplémentaire</b>				
12				\$	\$
13				\$	\$
14				\$	\$
15				\$	\$
<b>P2</b>	<b>Équipement (avec opérateur)</b>				
16	Véhicule tout terrain muni d'une remorque	Heures	300	\$	\$
17	Excavateur hydraulique	Heures	300	\$	\$
18	Tracteur à chenilles	Heures	300	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35381

19	Chargeur hydrolique monté sur roues	Heures	300	\$	\$
20	Camion à chassis articulé	Heures	500	\$	\$
21	Incinérateur	Heures	300	\$	\$
22	Engin de compactage par vibration	Heures	100	\$	\$

23	Chargeurs à directions à glissement	Heures	100	\$	\$
24	Camion-atelier du mécanicien	Heures	100	\$	\$
26	Camion à eau	Heures	100	\$	\$
27	Engin de compactage en tonneau, et main-d'oeuvre	Heures	100	\$	\$
	<b>Équipement supplémentaire</b>				
30				\$	\$
31				\$	\$
32				\$	\$
33				\$	\$
34				\$	\$
<b>P3</b>	<b>Matériaux</b>				
35	Vols d'urgence, matériaux, fournitures, etc.	Montant provisoire des coûts			<b>75 000,00 \$</b>
		Profit établi en fonction d'un pourcentage fixe définitif %			
		+			
		Total des profits			\$
		=			
		Coût total de cet élément			\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35381

Base de paiement proposée Résumé des prix approximatifs	
Total - Prix estimatif - BDP - Section 1 (TPS en sus)	\$
Total - Prix estimatif - BDP - Section - 2 Travaux supplémentaires (TPS en sus)	\$
Sous-Total - Prix estimatif - BDP - Sections 1 et 2 (TPS en sus)	\$
TPS en sus@ 5 %	\$
Prix estimatif total - Sections 1, 2 (TPS incluse)	\$

#### Section 4 - Ventilation des coûts approximatifs

(Pour les fournitures, l'équipement et les services obtenus auprès de sous-traitants et d'entreprises inuites visés par l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut)

#### Conformément à l'annexe F (soumission liée au coût) et à l'annexe H (attestations et documents requis)

(Le tableau qui suit ne sera pas évalué et ne fera pas partie de la base de paiement)

Article	Description des fournitures	Nom et emplacement du sous-traitant ou entreprise inuite (s'il y a lieu)	Coût estimatif \$
1			\$
2			\$
3			\$
4			\$
5			\$
	Sous-total du coût estimatif (TPS en sus)		\$
Article	Description de l'équipement	Nom et emplacement du sous-traitant ou entreprise inuite (s'il y a lieu)	Coût estimatif \$
1			\$
2			\$
3			\$
4			\$
5			\$
	Sous-total du coût estimatif (TPS en sus)		\$
Article	Description des services	Nom et emplacement du sous-traitant ou entreprise inuite (s'il y a lieu)	Coût estimatif \$
1			\$
2			\$
3			\$
4			\$
5			\$
	Sous-total du coût estimatif (TPS en sus)		\$
A	Total du coût estimatif ds fournitures, de l'équipement et des services obtenus auprès de sous-traitants ou entreprises inuites pour ce projet (TPS en sus)		\$
B	Total du coût estimatif pour ce projet (TPS en sus)		\$
C	Élément A/élément B (données numériques à présenter à l'annexe H, attestation		\$



Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

File No. - N° du dossier

NCS-2-35381

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

## **Annexe G**

### **Modalités de paiement**

---

**Modalités de paiement****MP1 Modalités de paiement**

- 1.1** L'entrepreneur devra rembourser les dépenses engagées de façon raisonnable selon le prix unitaire ferme ou forfaitaire établi, en contrepartie de l'exécution des travaux, conformément à l'annexe F ci-jointe, faisant partie du présent contrat.

**MP2 Limitation de dépenses**

- 2.1** La responsabilité du Canada prévue dans le contrat ne doit pas dépasser \_ (à confirmer) \$, taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus, le cas échéant.
- 2.2** Aucune augmentation de la totalité des engagements du Canada envers l'entrepreneur ni du prix fixé pour les travaux résultant de modifications à la condition, de changements aux caractéristiques ou à leur interprétation ne sera autorisé ni payé à l'entrepreneur, à moins que ces modifications, changements ou interprétations aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant la réalisation de ces travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou d'assurer des services qui entraîneraient une augmentation des engagements globaux pour le Canada, à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par l'autorité contractante.

**MP3 Base de paiement - Limitation des dépenses - Autorisations de tâche (C0204C, 011-05-16)**

- 3.1** L'entrepreneur se fera rembourser les dépenses engagées de façon raisonnable dans l'exécution des travaux énoncés dans l'autorisation des travaux (AT) approuvée, établies selon la base de paiement, jusqu'à la limite de dépense énoncée dans l'autorisation de travail approuvée.
- 3.2** Aucune augmentation des engagements du Canada envers l'entrepreneur ni du prix fixé pour les travaux résultant de modifications à la conception ou de changements aux caractéristiques ou à l'interprétation des travaux ne sera autorisé ni payé l'entrepreneur, à moins que ces modifications, changements ou interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant leur intégration aux travaux.

**MP4 Méthode de paiement**

- 4.1** Les paiements seront effectués pas plus d'une fois par mois pour les coûts et les dépenses engagés, dont on retranchera la retenue de garantie, conformément à la base de paiement, annexe F, ci-jointe.
- 4.2** L'entrepreneur doit tenir à jour des dossiers détaillés et précis, classés sous différentes rubriques conformément à l'annexe F ci-jointe. À la fin du mois, l'entrepreneur doit faire parvenir l'original de la demande de paiement de TPSGC, dûment rempli, accompagné de deux (2) copies du formulaire, au représentant du ministère pour le traitement du paiement.
- 4.2.1** Pour ce qui est des travaux ou des services supplémentaires possibles conformément aux exigences prévues au contrat, la vérification de leur coût peut être effectuée par un vérificateur du gouvernement. L'entrepreneur doit conserver toutes les copies des reçus, des bordereaux et des fiches de présence, notamment, pour étayer la demande, au moins pendant les cinq (5) années suivant l'expiration du contrat.

### 4.3 Voici les éléments que doit contenir chaque demande de paiement :

**4.3.1** Un rapport mensuel d'étape sur les acomptes décrivant en détail les travaux exécutés et les matériaux livrés sur le chantier, mais qui n'ont pas été utilisés au cours de la période de paiement;

**4.3.2** Les rapports suivants dûment remplis (conformément aux spécifications présentées à l'annexe **C**);

Tableau 1 : Résumé mensuel de TPSGC sur la main-d'oeuvre et les considérations autochtones

Tableau 2 : Résumé mensuel de TPSGC sur le nombre de sous-traitants/entreprises et sur les considérations autochtones

Tableau 3 : Statistiques d'AADNC sur les projets

Tableau 4 : Rapport d'AADNC sur les carrières

Tableau 5 : Rapport d'AADNC sur l'environnement

Tableau 6 : Rapport d'AADNC sur l'utilisation de l'eau

Tableau 7 : Rapport d'AADNC sur le rejet des eaux usées

Tableau 8 : Rapport d'AADNC sur les conflits avec la faune

Tableau 9 : Rapport d'AADNC sur les activités d'hélicoptères

**4.3.3** Sur ces demandes doivent être indiquées le numéro du contrat et les codes financiers figurant à la page 1 du contrat;

**4.3.4** Le montant effectivement demandé, le montant total des demandes de paiement précédentes et le total cumulé à ce jour;

**4.3.5** La retenue de garantie de dix (10) pour cent sauf dans les cas suivants :

**4.3.5.1** La Couronne autorise un paiement forfaitaire ponctuel et ferme pour l'installation des campements au démarrage (non assujetti à l'IPC ou ne faisant pas l'objet d'une retenue de garantie);

**4.3.5.2** La Couronne autorise un paiement forfaitaire ponctuel et ferme pour le démontage des campements à la fin du projet (non assujetti à l'IPC ou ne faisant pas l'objet d'une retenue de garantie);

**4.3.6** La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) comme un poste distinct, et le numéro d'inscription à la TPS ou à la TVH.

**4.3.7** Une déclaration assermentée contenant la déposition de l'entrepreneur dans laquelle ce dernier confirme que jusqu'à la date à laquelle la demande d'acompte a été présentée, il se conformait à toutes les obligations prescrites par la loi auxquelles il est assujetti en matière de conditions de travail, et qu'il a délégué toutes les obligations prescrites par la loi auxquelles il est assujetti aux sous-traitants et aux fournisseurs de matériaux pour les besoins des travaux prévus au contrat.

- 
- 4.4.** Le représentant du ministère doit, au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une demande de paiement, respecter la partie des travaux et les matériaux décrits dans cette demande.
- 4.5** **La retenue de garantie sera versée une fois par an, à la fin de la saison sur terrain et une fois le contrat terminé à condition que toutes les obligations soient satisfaites.**
- 4.5.1** Achèvement et acceptation des travaux
- 4.5.2** La présentation de tous les produits à livrer, y compris l'équipement fourni ou acheté par le gouvernement, le cas échéant, au représentant du ministère.
- 4.5.3** L'approbation de la demande de paiement de la retenue de garantie par la Couronne.
- 4.6** Voici comment sera effectué le paiement à l'entrepreneur par le Canada en contrepartie des travaux exécutés :
- 4.6.1** Dans le cas d'un paiement autre que le paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une demande de paiement dûment remplie par l'entrepreneur.
- 4.6.2** Dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une demande de paiement dûment remplie par l'entrepreneur, ou dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux ont pris fin, selon la dernière de ces dates.
- 4.6.3** Si le Canada s'oppose à la forme de la demande de paiement, dans les quinze (15) jours suivant sa réception, il doit annoncer à l'entrepreneur la nature de son objection. L'expression « forme de la demande de paiement » signifie qu'il s'agit d'une demande qui contient les documents à l'appui exigés par le Canada ou qui est accompagné de ce genre de document. Si le Canada ne donne pas cet avis dans les quinze (15) jours, à la date indiquée aux alinéas 4.6.1 et 4.6.2 de la clause s'appliquera uniquement aux fins du calcul de l'intérêt sur les comptes en souffrance.

## **MP5 T1204 – Instructions sur la facturation**

- 5.1** Conformément à l'alinéa 221(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T1204 Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements contractuels versés aux entrepreneurs en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).
- 5.2** Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur est tenu de fournir sur sa première facture :
- 5.2.1** sa dénomination sociale, c'est-à-dire la dénomination associée à son numéro d'entreprise ou à son numéro d'assurance sociale (NAS), de même que son adresse et son code postal;
- 5.2.2** son statut, c'est-à-dire s'il s'agit d'un particulier, d'une entreprise individuelle, d'une société de capitaux ou d'une société de personnes;

**5.2.3** son numéro d'entreprise s'il s'agit d'une société de capitaux ou de personnes et le NAS s'il s'agit d'un particulier ou d'une entreprise individuelle. Dans le cas d'une société de personnes, si l'entrepreneur n'a pas de numéro d'entreprise, c'est l'associé qui a signé le contrat qui doit donner son NAS;

**5.2.4** dans le cas d'une coentreprise, le numéro d'entreprises de toutes les parties qui ont un numéro d'entreprise ou leur NAS s'ils n'en ont pas.

**5.3** Si l'information comprend un NAS, celui-ci doit être placé dans une enveloppe à part avec la mention « PROTÉGÉ » et joint à la facture.

**MP6 Retard dans le paiement**

**6.1** Abstraction faite de CG6, si le Canada retarde à effectuer un paiement dû conformément aux modalités de paiement, il ne faut pas considérer ce retard comme une atteinte commise par le Canada à l'égard du contrat.

**MP7 Intérêts sur les comptes en souffrance**

**7.1** Aux fins de la présente clause,

**7.1.1** « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

**7.1.2** « taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement;

**7.1.3** « date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible en vertu du contrat;

**7.1.4** une somme est « due et payable » par le Canada à l'entrepreneur le jour où elle est devenue exigible conformément aux conditions du contrat;

**7.1.5** « en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible.

**7.2** Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de trois pour cent (3 %) par année, sur toute somme en souffrance. Les intérêts s'appliquent à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement.

**7.3** L'entrepreneur doit recevoir des intérêts, sans le demander, sur les paiements en souffrance, sauf dans le cas de sommes qui sont en souffrance depuis moins de quinze (15) jours, auquel cas aucun intérêt n'est versé à moins que l'entrepreneur ne le demande.

**7.4** Le Canada ne verse pas d'intérêt sur les acomptes en souffrance ni dans les cas où il n'est pas responsable du retard de paiement à l'entrepreneur.

**MP8 Rapport d'étape et paiement par la présente qui ne lie pas le Canada**

- 8.1** Les acomptes doivent être considérés uniquement comme des paiements provisoires, et le ministre a le droit de procéder à des vérifications périodiques des coûts ou des délais et d'effectuer de temps à autre des rajustements pendant le déroulement des travaux. Les paiements en trop résultant de ces acomptes ou pour d'autres raisons doivent être remboursés sans tarder au Canada.
- 8.2** Ni le rapport d'étape dont il est question à la section MP3.3.1 ni les paiements effectués par le Canada conformément à ces modalités de paiement ne doivent être considérés comme la reconnaissance, par le Canada, que les travaux, les matériaux et les éléments décrits par la présente sont complets, jugés satisfaisants ou conformes au contrat.

## **MP9 Droit de compensation**

- 9.1** Sans réduire le droit de compensation ou de retenue découlant explicitement ou implicitement de la loi ou d'une disposition quelconque du contrat, le Canada peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat ou de tout contrat en vigueur, à l'encontre des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 9.2** Pour les besoins du paragraphe MP8.1, « contrat en vigueur » désigne un contrat entre le Canada et l'entrepreneur
- 9.2.1** en vertu duquel l'entrepreneur est légalement tenu d'exécuter du travail ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux, ou
- 9.2.2** à l'égard duquel le Canada a exercé, depuis la date à laquelle le contrat a été conclu, le droit de retirer à l'entrepreneur le mandat de fournir les services visés par le contrat.

## **MP10 Intérêt sur les demandes de paiement réglées**

- 10.1** Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3 % par année, sur toute somme d'un paiement réglé, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement.
- 10.2** Au paragraphe **MP10.1**,
- 10.2.1** une demande de paiement est réputée réglée lorsque les parties signent une entente écrite, indiquant le montant du paiement versé par le Canada et les travaux correspondant au montant en question.
- 10.2.2** une demande de paiement réglée est réputée en souffrance à partir du lendemain de la date à laquelle la demande en question devait être payée conformément au contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 10.3** À l'article **MP10**, « demande de paiement » signifie tout montant contesté faisant l'objet de négociations entre le Canada et l'entrepreneur en vertu du contrat.

---

**MP11 Conditions applicables aux primes d'encouragement et aux pénalités liées à l'emploi d'Inuits**

- 11.1 Conformément aux dispositions du contrat proposé, dans les cas où l'entrepreneur atteint les objectifs relatifs aux employés inuits fixés et garantis dans sa soumission (selon l'annexe H), l'entrepreneur sera rétribué conformément au prix convenu dans le contrat.
- 11.2a Advenant que l'entrepreneur ne réussisse pas à recruter le nombre garanti d'employés inuits dans le projet et qu'il ne parvienne pas à démontrer qu'il a fait les efforts voulus pour atteindre son objectif à cet égard, il se peut qu'un montant pouvant atteindre 1 % des frais de main-d'œuvre directs pour les employés inuits soit retranché de la retenue sous forme de dommages-intérêts pour être réaffecté à AADNC.
- 11.2b Advenant que l'entrepreneur ne réussisse pas à faire affaire avec le pourcentage garanti de sous-traitants/fournisseurs inuits, et qu'il ne parvienne pas à démontrer qu'il a fait les efforts voulus pour atteindre son objectif à cet égard, il se peut qu'un montant pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat soit retranché de la retenue sous forme de dommages-intérêts pour être réaffecté à AADNC.
- 11.3a Advenant que l'entrepreneur recrute des Inuits en plus de ce qui était prévu dans les objectifs d'emploi fixés et garantis dans la soumission, ce qui représente des gains en matière d'emploi pour les Inuits, sous réserve de l'approbation du représentant du ministère, l'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 1 % de la valeur de base du contrat, qui pourra lui être versée à la fin du projet.
- 11.3b Advenant que l'entrepreneur dépasse le pourcentage de sous-traitants/fournisseurs inuits garanti dans la soumission, sous réserve de l'approbation du représentant du ministère, l'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 1 % de la valeur de base du contrat, qui pourra lui être versé à la fin du projet.
- 11.4 Les entrepreneurs qui dépassent l'objectif garanti en matière de possibilités pour les Autochtones au regard d'un critère et ne l'atteignent pas au regard de l'autre peuvent faire l'objet à la fois d'une pénalité et d'une prime. Les conditions applicables aux primes d'encouragement et aux pénalités liées à l'emploi d'Inuits décrites ci-dessus dans les sections 11.2 et 11.3, peuvent être évaluées à partir de la formule établie en annexe J.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35381

---

## **Annexe H**

### **Attestations et documents requis**



---

## Attestations et documents requis

### 1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

#### 1.1 Attestations requises avec la soumission

**Les soumissionnaires doivent joindre** à leur soumission les attestations suivantes dûment remplies :

##### 1.1.1 Garantie du nombre d'employés inuits sur le chantier

##### 1.1.2 Garantie du nombre d'employés inuits pour l'adjudication du contrat

##### 1.1.4 Lettre d'une banque ou d'une autre institution financière





### 1.1.3 Attestation

- 1.1.3.1** En présentant une soumission, le soumissionnaire ou l'entrepreneur confirme que sa garantie du nombre d'employés inuits pour l'adjudication du contrat joint à sa soumission est exacte et complète. Dans cette attestation, il garantit formellement qu'il recourra à des ouvriers inuits compétents disponibles dans la zone visée par l'Accord de règlement de la revendication foncière du Nunavut.

### 1.1.4 Lettre d'une banque ou d'une autre institution financière

Les soumissionnaires/entrepreneurs doivent joindre à leur soumission la lettre d'une banque ou d'une autre institution financière pour confirmer qu'ils disposent d'une marge de crédit dont le montant est égale aux coûts initiaux de l'installation du chantier (année un (1) du calendrier de l'entrepreneur), pour les travaux d'assainissement du site de Sturt Point (Nunavut), ou une autre garantie de financement, confirmant la capacité du soumissionnaire à supporter les coûts jusqu'au moment du paiement.

### 1.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énoncées dans les présentes aux points 1.3 à 1.6 devraient être fournies avec la soumission, mais elles peuvent remplies et fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le fait de ne pas répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### 1.3 Code de conduite et attestations - documentation connexe

- 1.3.1** En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la période de tout contrat découlant de cette demande de soumissions.

Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre d' en coparticipation, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d' à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre d' en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n' pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n' pas été fournis par le temps où l' des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l' duquel l'

doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l' d' contrat. Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l' d'casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229).

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

---

**2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations tel qu'indiqué ci-dessous:

**2.1 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

**2.2 Coentreprise**

Le soumissionnaire déclare que l'entité qui propose une soumission est ou n'est pas (à supprimer le cas échéant) une coentreprise au sens où on l'entend dans le paragraphe 17 du document 2003 (2012-11-19), *Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels*.

Le soumissionnaire doit également fournir les renseignements demandés ci-dessous

**a) Type de coentreprise (cocher la mention applicable) :**

- ☐ coentreprise constituée en société
- ☐ société en commandite
- ☐ société en participation en nom collectif
- ☐ entreprise contractuelle
- ☐ autre

**b) Composition : (noms et adresse de tous les membres de la coentreprise)**

---

---

---

---

**(c) Numéro d'entreprise - approvisionnement de la coentreprise**

---

---

**2.3 Représentant de l'entrepreneur**

Nom :  
Entreprise :  
Adresse :

Téléphone :  
Télécopieur :  
Adresse électronique :

**2.4 Nom et adresse pour l'attestation d'installation autorisée de traitement des déchets désignée**

Le soumissionnaire doit indiquer le nom et l'adresse de l'installation autorisée de traitement des déchets où seront expédiés et éliminés les déchets dangereux et non dangereux dans le cadre du projet, soit :

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Numéro de permis : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

---

(Nom - lettres moulées)

---

(Signature de l'agent autorisé)

---

(Date)

L'entrepreneur atteste que les renseignements fournis dans sa soumission relativement au nom et à l'adresse de l'installation autorisée de traitement des déchets sont exacts et complets.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35381

---

## **Annexe I**

- 1. Procédures d'évaluation**
- 2. Base de sélection**
- 3. Méthode de sélection**
- 4. Critères d'évaluation**



---

## 1. Évaluation

- 1.1** Chaque soumission doit d'abord satisfaire à toutes les exigences obligatoires établies dans les critères d'évaluation. À défaut de les respecter, les soumissions seront jugées irrecevables et elles ne seront pas prises en considération.
- 1.2** À chaque critère d'évaluation coté correspond un nombre de points équivalent à son importance dans les soumissions présentées. On évaluera dans quelle mesure une soumission satisfait à l'exigence de chaque critère, à la suite de quoi on lui attribuera une note variant de zéro au nombre total de points possible, zéro indiquant que la soumission ne satisfait pas du tout aux exigences et le nombre total de points possible, que la soumission remplit tout à fait le critère établi.
- 1.3** Chaque soumission doit obtenir au moins 60 % comme note pour la section technique (**y compris 2.3.4.10**) et le même pourcentage pour la section sur la gestion et l'organisation. Les soumissions qui n'obtiennent pas la note de passage dans une section ou dans l'autre seront jugées techniquement irrecevables et elles ne seront pas prises en considération.

## 2. Méthode de sélection : combinaison du mérite (60 %) et des coûts (40 %)

- 2.1** On choisira l'entrepreneur à partir de la meilleure valeur établie grâce à la combinaison la plus élevée du mérite, soit 60 % (aspect technique, gestion et organisation) et des coûts, soit 40 % (prix).
- 2.2** Pour évaluer les prix, on attribuera le maximum de points à la soumission la plus basse et on attribuera aux autres soumissions une note proportionnelle. Compte tenu des résultats des évaluations, le soumissionnaire ayant obtenu le nombre total de points combinés le plus élevé, à condition que le prix de la soumission ne dépasse pas la prime maximum de 15 % de la soumission conforme la plus basse, sera recommandé pour l'adjudication du contrat. Si le soumissionnaire qui a obtenu le nombre total de points combinés le plus élevé dépasse la prime maximum de 15 % de la soumission conforme la plus basse, sa soumission sera considérée non conforme et elle ne sera pas prise en considération.

## 2.3 Calcul de la cote combinée pour le mérite et le prix (exemple seulement)

Nombre total de points : 200

Note de passage = 60 % ou 120 points au minimum pour le prix

Degré d'importance = tech/adm. = 60 % - prix = 40 %

Prime maximum versée = 15 % de la soumission conforme la plus basse

### Résumé des résultats de l'évaluation (exemple seulement) (À ne pas distribuer aux soumissionnaires)

Nom de l'entreprise	Soumission tech./gestion (note pass. = 120 points min.)	Proposition de prix évaluée (TPS incluse)	Note pondérée Mérite = 60 %	Note pondérée Coût = 40 %	Note totale
Soumissionnaire A	175/200	1 000 000 \$	53	40	93,0 <b>Meilleure proposition d'ensemble</b>
Soumissionnaire B	165/200	1 100 000 \$	50,0	37,0	87,0
Soumissionnaire C	155/200	1 150 000 \$	47,0	35,0	82,0
Soumissionnaire D	150/200	1 400 000 \$	45,0	S.O. *	S.O. *
Soumissionnaire E	112/200**	1 200 400 \$	S.O.	S.O.	S.O.

\* Le soumissionnaire D (prix) dépasse de plus de 15 % la soumission conforme la plus basse

\*\* Soumissionnaire E : ne parvient pas à obtenir le nombre minimum de points, et est rejeté sans autre examen.

## 2.3 Évaluation de la soumission technique

2	Proposition technique A	
	<b>Compréhension du projet</b>	
<b>2.3.1</b>	Faire preuve d'une bonne compréhension de la nature particulière du type de travaux, attribuable notamment, mais non exclusivement, aux contraintes inhérentes aux travaux dans une localité nordique isolée.	10
	<b>Santé et sécurité</b>	
<b>2.3.2</b>	Décrire les risques et les dangers propres à l'emplacement et fournir des détails sur la façon dont ils seront atténués et gérés.	25
<b>2.3.3</b>	<b>Équipement et installation du campement</b>	
<b>2.3.3.1</b>	<b>Équipement et fournitures pour la remise en état des lieux</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présenter un inventaire détaillé de l'équipement proposé pour les travaux sur place, notamment des photos de la machinerie lourde, son état ainsi que son âge ou le nombre d'heures d'utilisation.</li> <li>- Donner des précisions sur la façon dont l'équipement s'adaptera aux contraintes du chantier, décrire la redondance de l'équipement, son entretien sur le chantier, présenter un inventaire des pièces de rechange ainsi que les employés responsables de l'entretien et des réparations.</li> <li>- Présenter un inventaire détaillé des fournitures nécessaires à l'exécution des travaux pour la remise en état des lieux</li> <li>- Apporter des précisions sur la gestion des carburants, notamment les type de carburant prévus, les volumes de carburant, leur transport, leur entreposage et leur transfert.</li> <li>- Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires..</li> </ul>	25
<b>2.3.3.2</b>	<b>Installation du campement et soutien</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Donner des précisions sur les activités du campement ainsi que sur les installations et les services à fournir. Inclure ces renseignements sur le campement à installer :</li> <li>- Capacité du campement. Indiquer le nombre d'employés, les cycles de rotation des équipes et la fréquence des vols de réapprovisionnement.</li> <li>- Emplacement et aperçu de la disposition de l'empreinte du campement indiquant clairement les installations.</li> <li>- Provenance de l'eau, capacité d'entreposage (au besoin), traitement et vérification de la qualité de l'eau.</li> <li>- Gestion des eaux usées du campement.</li> <li>- Gestion des déchets solides.</li> <li>- Système de communications sur le chantier, et entre le chantier et les collectivités extérieures.</li> <li>- Aménagement hivernal du campement si nécessaire.</li> <li>- Programme de contrôle et de sécurité relatif à la faune.</li> <li>- Installation du représentant du ministère au campement.</li> </ul>	25

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Description des risques et des mesures d'atténuation associées aux activités et aux installations de campement.</li> <li>- Démontrer que l'entrepreneur comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent aux activités et aux installations du campement, et qu'il s'y conforme.</li> </ul>	
--	---	--

2.3.4	Description des travaux	
2.4.3.1	<p><b>Installation/désinstallation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décrire précisément la façon dont tout l'équipement, tous les matériaux, toutes les fournitures et tout le personnel auquel on propose de recourir sur le chantier seront transportés jusqu'à l'emplacement de chaque tâche et en seront ramenés.</li> <li>- Décrire précisément les dispositions qui seront prises pour s'attaquer aux problèmes éventuels liés au transport par barge (la capacité des entreprises spécialisés dans le transport par barge, les conditions d'accostage, les conditions pour les accostages en douceur, etc.).</li> <li>- Décrire la façon dont les répercussions sur l'environnement liées au chargement de barges sont réduites pour la barge d'installation du campement et la barge de démontage du campement.</li> <li>- Décrire la façon dont la barge accostera, l'endroit et la manière dont la cargaison en allège sera entreposée et répartie.</li> <li>- Si un convoi à traîneaux est proposé, fournir des détails sur l'itinéraire proposé, les stratégies d'atténuation environnementales et les considérations de sécurité.</li> <li>- Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.</li> </ul>	15
2.3.4.2	<p><b>Améliorations de l'infrastructure :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présenter une description détaillée des améliorations qui seront apportées aux infrastructures du chantier dans le cadre des travaux de remise en état des lieux et la façon dont ces améliorations se feront. Cette description doit donner une idée approximative de la qualité et du volume des matériaux granulaires qui faudra.</li> <li>- Aux endroits où il juge qu'il sera nécessaire d'aménager des passages à gué, le soumissionnaire doit ajouter des précisions sur la façon dont l'ouvrage devrait être aménagé</li> </ul>	35

	<p>(pont provisoire, ponceaux, etc.) et indiquer dans quelle mesure l'ouvrage sera conforme aux exigences réglementaires et aux exigences de la désinstallation à la fin du contrat.</p> <p>- Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.</p>	
<b>2.3.4.3</b>	<p><b>Aménagement des sources d'emprunt :</b></p> <p>- Fournir des précisions concernant les sources d'emprunt à aménager et les quantités approximatives de matériaux à retirer.</p> <p>- Fournir des précisions concernant la façon dont les sources d'emprunt seront déclassées et remises en état.</p> <p>- Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.</p>	10
<b>2.3.4.4</b>	<p><b>Démolition des bâtiments :</b></p> <p>- Fournir une méthodologie détaillée de démolition des bâtiments.</p> <p>- Fournir des précisions sur la façon dont seront enlevées les matières dangereuses dans les bâtiments.</p> <p>- Décrire les risques ainsi que les mesures d'atténuation associées à la tâche.</p> <p>- Démontrer qu'on comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent à la tâche et qu'on s'y conforme.</p> <p>- Démontrer qu'on comprend les risques chimiques, physiques et environnementaux associés à la tâche.</p> <p>- Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.</p>	5

<b>2.3.4.5</b>	<p><b>Collecte et tri des débris :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préciser dans quelle mesure les déchets dangereux et non dangereux seront recueillis et triés.</li> <li>- Décrire la façon dont les ressources patrimoniales identifiées sur Sturt Point seront protégées.</li> <li>- Décrire le secteur de traitement des matériaux, notamment l'emplacement sur le chantier, les dimensions et l'aménagement général.</li> <li>- Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.</li> </ul>	10
<b>2.3.4.6</b>	<p><b>Traitement du sol contenant des HCP :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir des précisions sur la méthodologie de traitement du sol, notamment l'emplacement des revêtements (le cas échéant) ainsi que le confinement et le traitement de l'eau de contact.</li> <li>- Donner des détails sur la façon dont les HCP seront traités pour respecter l'échéancier de l'entrepreneur.</li> <li>- Décrire la façon dont on procédera à l'excavation du sol contaminé par des hydrocarbures pétroliers et comment il sera transporté jusqu'au secteur de traitement indiqué.</li> <li>- Fournir des précisions sur ce qui se passera dans le sol une fois qu'on aura confirmé qu'il a été remis en état.</li> <li>- Donner des détails sur la façon dont les activités de traitement du sol seront démantelées.</li> <li>- Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.</li> </ul>	30
<b>2.3.4.7</b>	<p><b>Excavation, conditionnement, transport et élimination du sol contaminé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir des détails sur la façon dont les sols contaminés seront excavés.</li> <li>- Donner des précisions sur les conteneurs qui serviront au transport du sol contaminé de chacun des chantiers jusqu'à l'installation de stockage de déchets et préciser dans quelle mesure l'entrepreneur se conformera à toutes les lois et à tous les règlements sur l'environnement associés au transport des sols contaminés/dangereux</li> <li>- Décrire la façon dont on procédera au transport du sol contaminé (par bateau ou par voie terrestre) jusqu'à l'installation de stockage de déchets (au besoin), ce qui comprend l'entreposage provisoire.</li> <li>- Ajouter une lettre rédigée par le représentant de l'installation de stockage de déchets confirmant que cette installation détient le permis nécessaire pour accepter le sol contaminé.</li> <li>- Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.</li> </ul>	15

<b>2.3.4.8</b>	<p><b>Conditionnement, transport et élimination des déchets dangereux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir des précisions sur la façon dont les différents déchets dangereux seront conteneurisés.</li> <li>- Donner des précisions sur les conteneurs qui serviront à assurer le transport des déchets dangereux à partir du chantier jusqu'à l'installation de stockage de déchets, et la manière dont l'entrepreneur entend se conformer à toutes les lois et à tous les règlements environnementaux qui s'appliquent, associés au transport des matières dangereuses.</li> <li>- Si les matières doivent être gérées sur place (incinération) fournir des détails sur la façon dont le processus se déroulera.</li> <li>- Décrire la façon dont l'eau de lavage sera traitée afin que ses effluents répondent aux critères qui s'appliquent au débit.</li> <li>- Décrire la façon dont on procédera au transport des déchets dangereux (par bateau ou par voie terrestre) jusqu'à l'installation de stockage de déchets, ce qui comprend l'entreposage provisoire au besoin.</li> <li>- Ajouter une lettre rédigée par le représentant de l'installation de stockage de déchets confirmant que cette installation possède le permis nécessaire pour accepter les déchets dangereux.</li> <li>- Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.</li> </ul>	15
<b>2.3.4.9</b>	<p><b>Conditionnement, transport et élimination des déchets non dangereux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Donner des précisions sur façon dont les différents déchets non-dangereux seront conteneurisés.</li> <li>- Donner des précisions sur les conteneurs qui serviront à assurer le transport des déchets non dangereux à partir de chaque chantier jusqu'à l'installation de stockage de déchets, et la manière dont l'entrepreneur entend se conformer à toutes les lois et à tous les règlements environnementaux qui s'appliquent, associés au transport des matières dangereuses.</li> <li>- Si les matières doivent être gérées sur place (incinération) donner des détails sur la façon dont ce processus se déroulera.</li> <li>- Décrire la façon dont on procédera au transport des déchets non dangereux (par bateau ou par voie terrestre) jusqu'à l'installation de stockage de déchets, ce qui comprend l'entreposage provisoire au besoin.</li> <li>- Ajouter une lettre du représentant de l'installation de stockage de déchets confirmant que cette installation possède le permis nécessaire pour accepter les déchets non dangereux.</li> <li>- Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.</li> </ul>	15

2	Technical Proposal B	
	Compréhension du projet	
2.3.4.10	<p><b>Calendrier :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Établir un calendrier qui indique clairement la durée de chacune des principales tâches.</li> <li>- Subdiviser chaque tâche en un nombre suffisant de sous-tâches de façon à ce que le représentant du ministère puisse suivre facilement l'évolution des travaux.</li> <li>- Établir le chemin critique des activités dans le calendrier et préciser la marge de manœuvre incluse dans la durée des activités indiquées.</li> <li>- Indiquer clairement la séquence des activités de travail.</li> <li>- Prévoir assez de temps pour effectuer les travaux supplémentaires éventuels, selon les heures estimatives en P1 et P2 et les activités prévues indiquées dans les documents d'appel d'offres.</li> <li>- Confirmer par écrit que le calendrier proposé sera respecté et que les délais ainsi que les dépenses d'exploitation connexes à engager pour exécuter les travaux prévus dans le contrat ainsi que les activités supplémentaires éventuelles en plus du calendrier proposé, sont à la charge de l'entrepreneur.</li> </ul>	<p>40</p> <p>Note mini-Male : 24</p>



2.4	Proposition sur la gestion et l'organisation	
	Qualifications et expériences de l'entreprise, de la coentreprise ou du consortium	
2.4.1	<b>Qualifications et expériences de l'entreprise, de la coentreprise ou du consortium :</b>  - Décrire les qualifications de la société, de la coentreprise ou du consortium du soumissionnaire et fournir des renseignements généraux permettant d'établir l'expérience en matière d'activités d'envergure semblable dans des emplacements situés dans le nord.	20
	RÉFÉRENCES DE CLIENTS	
2.4.2	<b>Références de clients :</b>  - Présenter des preuves de trois (3) projets semblables d'assainissement menés à bien par le soumissionnaire, auxquels ont participé notamment les principaux membres de l'équipe de projet proposée. Le terme « projet semblable », pour les besoins de l'évaluation désigne un projet réalisé dans un endroit situé dans les régions éloignées du nord, consistant à réaliser des travaux semblables. Définir clairement l'équipe de projet, le rôle des membres, les objectifs du projet, la portée des services, le budget, la date d'achèvement et les produits à livrer. Le soumissionnaire peut fournir des descriptions de projet pour situer le contexte de la lettre du client si nécessaire.  - Remettre des lettres de recommandation pour chacun des projets décrits, signés et datés par le client du soumissionnaire et qui traite au moins des aspects suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La mesure dans laquelle le soumissionnaire a donné les services à temps</li> <li>2. La mesure dans laquelle le soumissionnaire a fourni les services en respectant le budget prévu</li> <li>3. La mesure dans laquelle le soumissionnaire a respecté les objectifs du projet.</li> </ol> Des points sont attribués au soumissionnaire en fonction du degré d'achèvement général dans chacune des 3 sous-catégories, et non en fonction de chaque projet.	30
	<b>Qualifications des principaux intervenants :</b> Remettre un curriculum vitae (2 pages au maximum) pour les postes suivants, faisant état de l'expérience acquise dans des projets semblables, de l'expérience de travail dans des emplacements situés dans les régions éloignées du nord ainsi que de l'expérience de la fonction proposée dans le cadre du projet.	
2.4.3	<b>A. Gestionnaire de projet</b>  - Faire état de l'expérience de la gestion de projet de remise en état de lieux, réalisés à une échelle semblable à celle du projet proposé et d'une envergure comparable.  - L'expérience comprend le contrôle des finances et de l'échéancier et la coordination des activités avec le client.	30
	<b>Suppléant du gestionnaire de projet</b> - Faire état de l'expérience de la gestion de projet de remise en état de lieux, réalisés à une échelle semblable à celle du projet proposé et d'une envergure comparable.  - L'expérience comprend le contrôle des finances et de l'échéancier et la coordination des activités avec le client.	10

	<b>B. Surveillance de chantier</b>  - Décrire l'expérience de la gestion du personnel dans les campements situés dans les régions éloignées.  - Expérience du surveillant de chantier dans le cadre de projets de remise en état des lieux, d'envergure semblable à celle du projet proposé.	35
	<b>Surveillance de chantier et changement de quart de travail</b>  - Décrire l'expérience de la gestion du personnel dans les campements situés dans les régions éloignées.  - Expérience du surveillant de chantier dans le cadre de projets de remise en état des lieux, d'envergure semblable à celle du projet proposé.	30
	<b>C. Coordonnateur de la santé et de la sécurité à l'extérieur</b>  - Démontrer l'expérience de travail dans les régions éloignées dans des projets de remise en état de lieux, d'envergure semblable au projet proposé.  - L'expérience comprend l'élaboration et la mise en œuvre de programmes sur la santé et la sécurité adaptés aux divers chantiers de travaux de remise en état.	20
	<b>Coordonnateur de la santé et de la sécurité sur place</b>  - Démontrer l'expérience de travail dans les régions éloignées dans des projets de remise en état de lieux, d'envergure semblable au projet proposé.  - L'expérience comprend l'élaboration et la mise en œuvre de programmes sur la santé et la sécurité adaptés aux divers chantiers de travaux de remise en état.	25
	<b>D. Spécialiste des déchets dangereux</b>  - Démontrer l'expérience pratique acquise dans le cadre de projets de remise en état de lieux, d'envergure semblable au projet proposé.  - L'expérience comprend la reconnaissance, l'échantillonnage, la caractérisation, la conteneurisation et le transport des matières dangereuses ainsi que leur élimination.	20
	<b>Plan d'urgence lié au personnel</b>	
2.4.4	Démontrer qu'on est effectivement en mesure de recruter le personnel nécessaire pour le projet et qu'on dispose de plans d'urgence couvrant les principaux membres de l'équipe.	10
	<b>Organigramme</b>	
2.4.5	- Présenter un organigramme détaillé de l'équipe du projet sur lequel se trouvent AADNC, TPSGC, le représentant du ministère, le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants.  - Indiquer toutes les ressources, y compris le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants.  - Indiquer la personne responsable de l'ensemble du projet ainsi que des dispositions concernant le contrôle des coûts et l'observation de l'énoncé des travaux. Indiquer clairement les rapports hiérarchiques pour toutes les parties.	20

2.5	CONSIDÉRATIONS LIÉES AUX POSSIBILITÉS POUR LES AUTOCHTONES	
	<b>Bureaux du Nunavut</b>	
2.5.1	Disposer de sièges sociaux, de bureaux administratifs pourvus en personnel ou d'autres installations de nature permanente dans la région visée par le Règlement de la revendication territoriale du Nunavut.	15
	<b>Preuve d'engagement</b>	
2.5.2	Démontrer comment sera tenue la promesse d'organiser des programmes de formation en milieu de travail ou de perfectionnement des compétences, des programmes de formation et d'apprentissage à l'intention des employés inuits qui participeront au projet	15
	<b>Programmes de recrutement d'Inuits</b>	
2.5.3	<p>Présenter des programmes de recrutement d'Inuits, notamment la confirmation du fait qu'on fait affaire avec les bénéficiaires de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN) dans l'exécution des travaux. Fournir un pourcentage cible d'emploi inuit sur le chantier. Les pourcentages indiqués se rapportent directement aux heures de travail concret sur le chantier peu importe qu'il s'agisse de celles du personnel de l'entrepreneur principal ou de celles des sous-traitants.</p> <p>0 – 49 % du nombre total d'heures de travail – 0 point  50 – 59 % du nombre total d'heures de travail - 30 points  60 - 74 % du nombre total d'heures de travail - 55 points  75 - 84 % du nombre total d'heures de travail - 75 points  85 - 100 % du nombre total d'heures de travail - 80 points</p>	80
	<b>Entreprises inuites</b>	
2.5.4	<p>Fournir un pourcentage cible de teneur en commerce inuit. Inclure une garantie ferme d'utiliser des sous-traitants inuits la prestation des services ou l'approvisionnement en fourniture et pièces d'équipement liées au projet. Les fourchettes sont basées sur les dépenses à engager pour l'achat d'équipement, de fournitures et de services auprès d'entreprises dont le nom figure dans le registre des entreprises inuites (<a href="http://inuitfirm.tunngavik.com/">http://inuitfirm.tunngavik.com/</a>) tenu à jour par Nunavut Tunngavik, Inc., et non sur le nombre d'entreprises employées.</p> <p>Remarque : si l'entrepreneur principal est une entreprise inuite, le montant total (\$) des contrats attribués à des Inuits doit également couvrir la part du contrat prévoyant les travaux d'assainissement des lieux par l'entrepreneur.</p> <p>0 - 20 % du nombre total d'heures de travail 0 - 5 points  21 - 40 % du nombre total d'heures de travail 6 - 15 points  41 - 60 % du nombre total d'heures de travail 16 - 25 points  61 - 80 % du nombre total d'heures de travail 26 - 35 points  81 - 100% du nombre total d'heures de travail 36 - 40 points</p>	40

Sommaire de l'évaluation		
	Nombre total de points accumulés : Soumission technique A - (60 % ou 141 points sur 235) - RÉUSSITE/ÉCHEC	----- sur 235
	Nombre total de points accumulés : Soumission technique B - (60 % ou 24 points sur 40) - RÉUSSITE/ÉCHEC	----- sur 40
	Nombre total de points obtenus - Soumission concernant la gestion de l'organisation - (60 % ou 150 points sur 250) - RÉUSSITE/ÉCHEC	----- sur 250
	Nombre total de points obtenus - Considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement (pas de note de passage)	----- sur 150
	Nombre total de points obtenus : toutes les sections de la soumission	
	Nombre total de points possibles : toutes les sections de la soumission	675
	Sélection de l'entrepreneur - Meilleure valeur = Mérite + Coût	
	Mérite : note totale d'ensemble du soumissionnaire/Total des points disponibles X 60	60
	Note pour le mérite	
	Coût : coût estimatif total le plus bas/coût estimatif total du soumissionnaire X 40	40
	Note pour le coût	
	Note totale évaluée pour la « meilleure valeur »	100
	Note totale pour la « meilleure valeur »	

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35381

---

## **Annex “J”**

### **Inuit Employment Incentive and Penalty Checklist**

**LISTE DE CONTRÔLE POUR LES PRIMES D'ENCOURAGEMENT ET LES PÉNALITÉS LIÉES À  
L'EMPLOI D'INUITS**

**PROJET : REMISE EN ÉTAT DE STURT POINT (NUNAVUT)**

**ENTREPRENEUR : \_\_\_\_\_**

ÉTAPE #	STATISTIQUES FINALES	% PROPOSÉ	% OBTENU
1	Pourcentage d'heures/personne de travail sur place pour des Inuits		
2	Pourcentage de sous-traitants/fournisseurs inuits (en coûts)		
3	Valeur finale du contrat		\$
4	<b>Objectif garanti d'emploi d'Inuits sur place atteint, dépassé ou non atteint?</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Atteint</b> : Aucune pénalité ou prime d'encouragement.</li> <li><b>Dépassé</b> : L'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat, qui pourra lui être versé à la fin du projet; <b>Passer au tableau 1A</b></li> <li><b>Non atteint</b> : L'entrepreneur pourrait se voir imposer une pénalité d'un montant allant jusqu'à 1 % de la valeur finale du contrat. <b>Passer au tableau 2A.</b></li> </ul>		
5	<b>Objectif garanti pour les fournisseurs/sous-traitants inuits atteint, dépassé ou non atteint?</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Atteint</b> : Aucune pénalité ou prime d'encouragement.</li> <li><b>Dépassé</b> : L'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat, qui pourra lui être versé à la fin du projet; <b>Passer au tableau 1B</b></li> <li><b>Non atteint</b> : L'entrepreneur peut se faire imposer une pénalité pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat. <b>Passer au tableau 2B.</b></li> </ul>		

<b>6</b>	<b>OBSERVATIONS :</b>
----------	-----------------------

TABLEAU 1A - ÉVALUATION DE LA PRIME D'ENCOURAGEMENT À L'EMPLOI D'INUITS SUR PLACE			
ART. #	BESOINS	PONDÉRATION	NOTE
1	<p><b>NOMBRE ACCRU D'INUITS SUR PLACE :</b></p> <p><b>Remarque :</b> La participation des Inuits à la formation qui a été comptabilisée et rémunérée, dans le cadre du contrat et en dehors de celui-ci, n'est pas considéré comme admissible aux fins de la prime d'encouragement et sera donc exclue.</p> <p>Calculer l'augmentation en pourcentage de l'emploi d'Inuits sur place pour le projet selon la formule suivante :</p> $\% \text{ d'augmentation} = \frac{\text{réel} - \text{proposé}}{100 \% - \% \text{ proposé}}$ <ul style="list-style-type: none"> <li>0 - 33 % du total d'heures de travail sur place 0 - 15 points</li> <li>34 - 66 % du total d'heures de travail sur place 16 - 45 points</li> <li>67 - 100 % du total d'heures de travail sur place 46 - 60 points</li> </ul>	<b>60</b>	
2	<p><b>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR :</b> on étudiera les entrepreneurs cas par cas pour établir s'ils ont fait les efforts voulus pour atteindre les objectifs en matière d'emploi pour les Inuits.</p> <p><b>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>0-20 points - l'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de dépasser les objectifs.</li> <li>21-30 points - l'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de dépasser les objectifs en matière d'emploi pour les Inuits.</li> <li>31-40 points - l'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de dépasser les objectifs en matière d'emploi pour les Inuits</li> <li></li> </ul>	<b>40</b>	
3	<b>NOMBRE TOTAL ÉTABLI</b>	<b>100</b>	
4	<p><b>Prime d'encouragement RECOMMANDÉE pour l'embauche de main-d'œuvre inuite</b></p> <p>(valeur finale du contrat) x 1 % x (note totale établie/100)</p>	\$	
5	<b>COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :</b>		

6	<b>SIGNATURE DU GROUPE D'ÉVALUATION :</b>		
	• Représentant du ministère (TPSGC) : _____		
	• Chef de projet (AADNC) : _____		
	• Agent contractuel (TPSGC) : _____		
<b>TABLEAU 1B – ÉVALUATION DE LA PRIME D'ENCOURAGEMENT POUR LES FOURNISSEURS/SOUS-TRAITANTS INUITS</b>			
<b>ART. #</b>	<b>EXIGENCES</b>	<b>PONDÉRATION</b>	<b>NOTE</b>
1	<b>NOMBRE ACCRU DE FOURNISSEURS/SOUS-TRAITANTS INUITS :</b>  Calculer l'augmentation en pourcentage des dépenses de projet pour des fournisseurs/sous-traitants inuits selon la formule suivante:  $\% \text{ d'augmentation} = \frac{\text{réel} - \text{proposé}}{100 \% - \% \text{ proposé}}$  <ul style="list-style-type: none"> <li>0 – 33 % du total des dépenses de fournisseurs/sous-traitants 0 – 15 points</li> <li>34 - 66 % du total des dépenses de fournisseurs/sous-traitants 16 – 45 points</li> <li>67 – 100 % du total des dépenses de fournisseurs/sous-traitants</li> </ul>	60	
2	<b>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR :</b> on étudiera au cas par cas la capacité des entrepreneurs de montrer qu'ils ont fait les efforts voulus pour dépasser les objectifs visant les fournisseurs/sous-traitants autochtones.  <b>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence :</b>  <ul style="list-style-type: none"> <li>0-20 points - l'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'effort, voir aucun effort, pour essayer de dépasser les objectifs.</li> <li>21-30 points - l'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de dépasser les objectifs.</li> <li>31-40 points - l'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de dépasser les objectifs.</li> </ul>	40	
3	<b>NOTES TOTALES ÉTABLIES</b>	100	
4	<b>PRIME D'ENCOURAGEMENT RECOMMANDÉE AU TITRE DU RECOURS À DES SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS INUITS</b> (valeur finale du contrat) x 1 % x (note totale établie/100)	\$	
5	<b>COMMENTAIRES OU JUSTIFICATION</b>		



<b>6</b>	<b>SIGNATURE DU GROUPE D'ÉVALUATION :</b>	
	• Représentant du ministère (TPSGC) :	_____
	• Chef de projet (AADNC) :	_____
	• Agent contractuel (TPSGC) :	_____

TABLEAU 2A – ÉVALUATION DE LA PÉNALITÉ POUR L'EMPLOI D'INUITS SUR PLACE			
ART. #	BESOINS	PONDÉRATION	NOTE
1	<p><b>Calculer le pourcentage atteint de l'objectif pour l'emploi d'Inuits sur place selon la formule suivante :</b>            Pourcentage cible = <u>Atteint</u> = _____ %            Proposé %            51 % - 100 % = 30 - 60 points</p> <p><b>Remarques :</b>            Un pourcentage cible de 50 % ou moins reçoit zéro points</p>	60	
2	<p><b>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR :</b> on étudiera au cas par cas pour établir s'ils ont fait les efforts voulus pour atteindre les objectifs en matière d'emploi pour les Inuits.</p> <p><b>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>0-20 points - l'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'effort, voir aucun effort, pour essayer de dépasser les objectifs.</li> <li>21-30 points - l'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de dépasser les objectifs.</li> <li>31-40 points - l'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer d'atteindre les objectifs.</li> </ul>	40	
3	<b>NOTES TOTALES ÉTABLIES</b>	100	
4	<p><b>PÉNALITÉ TOTALE CALCULÉE :</b>            (100 – note totale établie) % X (valeur totale du contrat) x (1 %)</p>		\$
5	<b>COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :</b>		

<b>6</b>	<b>SIGNATURE DU GROUPE D'ÉVALUATION :</b>	
	• Représentant du ministère (TPSGC) :	_____
	• Chef de projet (AADNC) :	_____
	• Agent contractuel (TPSGC) :	_____

TABLEAU 2B - ÉVALUATION DE LA PÉNALITÉ POUR L'EMPLOI D'INUITS SUR PLACE			
ART. #	BESOINS	PONDÉRATION	NOTE
1	<p><b>Calculer le pourcentage atteint de l'objectif pour l'emploi d'Inuits sur place selon la formule suivante :</b>            Pourcentage cible = <math>\frac{\text{Atteint}}{\text{Proposé}} \times 100\%</math>            51 % - 100 % = 30 - 60 points</p> <p><b>Remarques :</b>            Un pourcentage cible de 50 % ou moins reçoit zéro points</p>	60	
2	<p><b>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR:</b> on étudiera au cas par cas pour établir s'ils ont fait les efforts voulus pour atteindre les objectifs en matière d'emploi pour les Inuits.</p> <p><b>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>0-20 points - l'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'effort, voir aucun effort, pour essayer de dépasser les objectifs.</li> <li>21-30 points - l'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de dépasser les objectifs.</li> <li>31-40 points - l'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer d'atteindre les objectifs</li> </ul>	40	
3	<b>NOTES TOTALES ÉTABLIES</b>	100	
4	<p><b>PÉNALITÉ TOTALE CALCULÉE :</b>            (100 – note totale établie) % X (valeur totale du contrat) x (1 %)</p>	\$	
5	<b>COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :</b>		

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-132803/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs006

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

File No. - N° du dossier

NCS-2-35381

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

6	<b>SIGNATURE DU GROUPE D'ÉVALUATION :</b>	
	• Représentant du ministère (TPSGC) :	_____
	• Chef de projet (AADNC) :	_____
	• Agent contractuel (TPSGC) :	_____